



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2025-2-16/2025-2-28]

Publicación quincenal

Dimanche 16 février.

Matadi : le prix d'un bidon de 25 litres d'huile de palme passe de 30 000 à 60 000 FC. L'administrateur de territoire de Tshela indique que cette rareté de noix de palme se fait sentir depuis qu'une nouvelle usine de production d'huile de palme à Tshela a démarré ces essaies. Cette usine s'est lancée il y a trois mois, à l'achat, à un bon prix de plusieurs régimes de noix de palme. Depuis, les producteurs locaux d'huile sont désavantageux et ils ne savent plus trouver les noix de palme.

L'Église catholique appelle à la vigilance et à la prière face aux menaces. Le Cardinal Fridolin Ambongo exhorte les croyants à la prudence tout en les encourageant à se rendre à l'église en toute vigilance. « N'ayez pas peur, tenez bon ». Cet appel intervient alors que des menaces ont été proférées contre des édifices religieux catholiques par des individus non identifiés. Face à cette situation, l'archidiocèse insiste sur la nécessité de protéger les infrastructures religieuses tout en appelant à la sérénité. Le communiqué rappelle également que la liberté de culte est un droit inaliénable garanti par la Constitution. L'Église catholique souligne que, dans un contexte marqué par des tensions, la RDC a plus que jamais besoin de paix, d'unité et de cohésion nationale. Le Cardinal Fridolin Ambongo invite enfin les fidèles à intensifier les prières pour les populations de l'Est du pays, affectées par les affrontements entre les rebelles du M23 et les Fardc.

La quasi-totalité des camps de déplacés démantelée dans et autour de Goma. Jusqu'à fin décembre 2024, la province du Nord-Kivu comptait environ 2,8 millions de déplacés internes, selon les chiffres du Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA). Près de la moitié de ces personnes avaient trouvé refuge depuis trois ans dans des camps situés en périphérie de Goma. Mais depuis la nuit du 26 au 27 janvier 2025, tout a basculé. Après des bombardements sur l'axe Kanyaruchinya lors des affrontements entre l'armée congolaise et les rebelles du M23, tous les camps de cette zone ont été détruits. Les familles qui y vivaient ont fui précipitamment, sans qu'aucune consultation ni préparation ne précède leur départ. Dans d'autres camps situés sur l'axe Goma-Sake, notamment à Bulengo et 8e CEPAC, la situation s'est également détériorée. Les rebelles du M23 ont imposé un ultimatum aux déplacés, leur ordonnant de quitter les lieux sous trois jours. Selon Ocha plus de 100 000 personnes ont quitté Goma et se sont dirigées vers les territoires de Masisi, Rutshuru et Nyiragongo. Cette dispersion soudaine pose de sérieux défis humanitaires, notamment en matière de logement, d'accès à l'eau et aux soins de santé.

Des familles de militaires et policiers en détresse après la prise de la ville de Goma par le M23. Après avoir fui les camps militaires de Katindo et d'autres sites, ces familles, composées de femmes, d'enfants et de blessés de guerre, se retrouvent sans abri ni assistance. Ces familles ont trouvé refuge dans des écoles, chez des familles d'accueil ou dans des endroits de fortune. Mais aujourd'hui, les responsables scolaires leur demandent d'évacuer les salles de classe pour permettre la reprise des cours. Ces familles manquent de tout : nourriture, soins médicaux et sécurité. Les blessés et amputés ne bénéficient d'aucune prise en charge, et en cas de décès, aucun espace n'est prévu pour l'inhumation.

Lancement à Kinshasa d'une formation professionnelle gratuite pour 5000 jeunes. Ce programme vise à leur offrir des compétences nécessaires à leur insertion professionnelle. Les jeunes sélectionnés suivront leur formation dans des centres évalués et jugés viables, pour garantir une bonne qualité de formation. Ce programme est rendu possible grâce à une collaboration avec des centres de formation privés, qui ont accepté d'accueillir les apprenants.

Des Congolais affluent vers le Burundi après l'entrée des rebelles du M23 à Bukavu. Il n'y a pas de passage de part et d'autre de la frontière entre les deux pays. Les véhicules transportant des Congolais et des Burundais en provenance de la RDC sont orientés directement vers le camp de la police de Gatumba au Burundi. Les Burundais sont séparés des Congolais et puis relâchés après présentation des pièces d'identité. Les Congolais, eux, sont soumis à un interrogatoire, chacun expliquant le mobile de son entrée au Burundi, explique le témoin congolais. Les Congolais qui n'ont pas de documents ou qui ne se justifient pas bien sont refoulés. D'autres sont orientés vers le camp des réfugiés où les services de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) interrogent les Congolais qui viennent de la plaine de la Ruzizi.

Occupation de Bukavu par l'armée rwandaise et le M23 confirmée par le Gouvernement. Kinshasa dénonce une violation flagrante des résolutions de Dar-Es-Salaam et des appels au cessez-le-feu, malgré l'implication de la communauté internationale, y compris le Président français Emmanuel Macron. Le Gouvernement accuse Kigali de persister dans une politique d'occupation, de pillage et de violations graves des droits humains sur le territoire congolais. Il assure qu'il met tout en œuvre pour rétablir l'ordre, la sécurité et l'intégrité territoriale. Il appelle par ailleurs la population de Bukavu à « rester chez elle et éviter tout risque face aux forces d'occupation ».

Moïse Katumbi et son parti soutiennent le dialogue prôné par la Cenco et l'ECC. Des évêques de la Conférence épiscopale nationale du Congo et de l'Église du Christ au Congo ont rencontré, ce dimanche 16 février à Bruxelles, l'opposant Moïse Katumbi et des cadres de son parti politique Ensemble pour la République. Moïse Katumbi et son parti politique soutiennent la voie du dialogue que proposent les évêques : « Il est possible de redresser la RDC, de lui redonner son unité et ses capacités, de lui permettre de vivre en paix et de restaurer sa fierté. Nous sommes devenus la risée du monde entier, mais les solutions ne se trouvent pas à l'extérieur. Elles sont en nous, en RDC. C'est pourquoi tous les Congolais, sans exclusion, doivent se mettre autour d'une même table pour se parler ». Il a insisté sur la nécessité pour tous les Congolais, sans exclusion, de s'asseoir autour d'une même table pour dialoguer.

Goma : le couloir humanitaire est désormais ouvert (ministère de la Santé), permettant l'acheminement d'aide essentielle aux populations dans le besoin. Le ministère de la Santé va envoyer des kits de traumatologie et des médicaments via les organisations humanitaires pour renforcer la prise en charge des blessés à Goma. Les hôpitaux de Goma ont enregistré 4 260 blessés depuis l'attaque de cette ville par les rebelles du M23, soutenus par le Rwanda.

Lundi 17 février.

Au moins 8 morts dans une attaque de la milice Codeco à Djugu. Les miliciens de la Codeco ont étendu leur zone d'influence au-delà du groupement Djaiba. Un groupe de ces assaillants a fait incursion dans la nuit de vendredi à samedi dernier à Maze, où ils ont sommairement exécuté six autres personnes. Samedi dans la soirée, ces miliciens sont encore revenus dans la même localité pour massacrer des civils, mais ont fait face à la résistance des éléments de la force d'autodéfense Zaïre, permettant de sauver des agriculteurs qui étaient dans leurs champs. D'autres sources dans la zone indiquent que de nombreuses autres personnes ont péri la nuit de vendredi à samedi dans une embuscade de la Codeco tendue contre la population vers Djugu-centre.

La suspension de financement de l'USAID impacte les activités sanitaires au Kasaï-Oriental. D'après des sources proches de cette division, les activités d'analyse des données d'informations sanitaires (SNIS) ainsi que celles de supervision sont perturbées faute de financement. Une autre activité impactée par cette mesure du Gouvernement américain est celle de la distribution des médicaments essentiels dans les airs de santé de la province. La fermeture du bureau de projet de santé intégré au Kasaï-Oriental plonge également plusieurs travailleurs au chômage. Le fonds des Nations unies pour la population et l'Unicef ont également suspendu leurs activités dans cette province.

Démantèlement de 117 sites de déplacés qui abritaient près d'un million de personnes à Goma et ses environs, sur décision de la rébellion. Pour les acteurs du secteur de la santé, le démantèlement de plusieurs sites complique la prise en charge médicale en raison de la dispersion des patients et de la suspension des activités de surveillance épidémiologique. Ils se disent profondément préoccupés par la montée des cas de choléra dans la ville de Goma et dans les zones périphériques. D'après les statistiques, environ 10 %, soit une centaine de milliers de personnes déplacées, affichent la volonté de quitter Goma. Tout le reste erre à Goma et dans sa périphérie, ce qui présage de fortes épidémies.

Recrudescence de la criminalité à Goma. L'insécurité a atteint un niveau critique, rendant le quotidien des habitants insoutenable dans cette ville : meurtres quotidiens, justice populaire, vols armés. La ville vit dans un climat de peur permanente à la suite de la présence de criminels dont la majorité se serait évadée de la prison centrale de Munzenze. L'absence totale de justice et de la police laisse place à une montée inquiétante de la justice populaire à Goma, où des habitants, exécutent sur la place publique des présumés criminels, souvent sans preuves. À cette situation s'ajoute une circulation incontrôlée des armes légères. La présence des rebelles constitue également une menace permanente, certains combattants se livrant à des exactions : meurtres ciblés, pillages, occupation de bâtiments appartenant à des fonctionnaires de l'État et à des hauts gradés des Fardc, extorsions et violations des droits humains. Pendant ce temps, la ville suffoque: banques, institutions de microfinance et l'aéroport restent fermés, rendant les activités économiques impossibles. **Les écoles de Goma rouvrent leurs portes 4 semaines après les affrontements Farde-M23.** Ces écoles sont de nouveau opérationnelles après le nettoyage et l'aménagement des infrastructures légèrement affectées par les effets de la guerre. Cependant, beaucoup de parents hésitent toujours à envoyer leurs enfants à l'école, doutant de l'environnement sécuritaire qui n'inspire pas confiance, selon eux. Beaucoup d'écoliers qui avaient fui la guerre restent toujours en déplacement.

A Bukavu, les activités toujours paralysées malgré un calme précaire ce lundi. Les activités socio-économiques sont toujours paralysées. Les maisons de commerce sont fermées, les écoles et les bureaux administratifs ne sont pas opérationnels. Les banques et autres microfinances ont aussi fermé leurs portes. Les hôpitaux organisent un service minimum pour assister les malades et prendre en charge les cas d'urgence. **22 blessés par balles pris en charge par le CICR à Bukavu.** Le Comité international de la Croix Rouge rappelle que ses équipes sont déployées sur le terrain dans la ville de Bukavu et ses environs afin d'apporter les premiers soins de secours aux éventuels blessés ainsi qu'à d'autres personnes dans le besoin. Elle ses activités dans un contexte particulièrement difficile.

Les parlementaires catholiques de la RDC mettent en garde les jeunes contre l'incitation à la violence. Le 15 février, une vidéo a circulé sur les médias sociaux montrant des militants d'un parti politique non identifié incitant à des actes de sabotage dans des paroisses catholiques et protestantes de la capitale de la RDC, Kinshasa, à exécuter le lendemain, dimanche 16 février. Dans la vidéo, les militants appellent les jeunes à boycotter toutes les initiatives des églises catholiques et protestantes. Dans une déclaration publiée le 15 février, le chancelier de l'archidiocèse catholique de Kinshasa exhorte le peuple de Dieu à participer à toutes les activités ecclésiastiques le dimanche comme prévu. Aucune protestation n'a été signalée le 16 février dans les églises catholiques ou protestantes de la capitale de la nation centrafricaine. Dans une déclaration publiée lundi 17 février, le Caucus des parlementaires catholiques de la RDC affirme que les assemblées législatives « soutiennent l'approche de la paix et de la cohésion nationale et régionale » que les membres de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) et de l'Église du Christ au Congo (ECC) sont en train de mettre en œuvre. « Nous invitons toutes les autres couches de la population à s'abstenir de tout acte de violence - physique ou verbale - à l'encontre des biens de l'Eglise, des personnes privées ou des structures diplomatiques », indiquent les députés catholiques. « De même, nous décourageons tout acte hostile à l'égard des citoyens congolais ou étrangers vivant en RDC. Ne vous laissez pas manipuler par ceux qui manquent d'idées constructives pour sauver le pays de l'implosion », affirment les députés catholiques. (**ACI Africa**)

L'Ituri victime d'attaques nocturnes lancées par le Codeco, selon la Monusco. Dans la nuit de dimanche à lundi, des miliciens de la Coopérative pour le développement du Congo (Codeco) ont mené une incursion près du site pour personnes déplacées de Djaiba, à environ 90 km de Bunia, le chef-lieu de l'Ituri. La Monusco a indiqué que ses Casques bleus et les militaires de l'armée régulière de Kinshasa avaient vigoureusement riposté et déjoué cette attaque. Dans leur fuite, les assaillants ont incendié trois maisons. Pris de panique, les déplacés et des habitants du village voisin de Laudjo se sont refugiés devant l'entrée de la base militaire de la Mission, où ils ont passé la nuit. **Des attaques multiples.** La Monusco a indiqué que, depuis une semaine, le groupe Codeco avait multiplié les attaques nocturnes contre des civils dans la zone du site pour déplacés de Djaiba. Elle a précisé qu'à chaque assaut, les Casques bleus et l'armée congolaise étaient intervenus pour repousser les miliciens. Face à « spirale de la violence », la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU et cheffe de la Monusco, Bintou Keita, a rappelé l'urgence d'accélérer le processus de désarmement et démobilisation. Ces attaques répétées aggravent la précarité des déplacés, qui n'ont plus accès à leurs champs à cause de la présence de membres du groupe Codeco. **Paralysie économique.** La Monusco a par ailleurs souligné que les activités scolaires et économiques dans la zone étaient paralysées, cependant que le trafic sur la RN27, un axe essentiel pour l'économie régionale, s'était considérablement ralenti. Pour contenir la violence et renforcer la protection des civils, la Monusco a établi, le 11 février, deux bases opérationnelles mobiles, dont l'une est située à quelques mètres du camp de déplacés de Lodha et l'autre dans le village voisin d'Aar. (**ONU Info**)

Plus de 1,6 million d'enfants privés d'éducation à cause des combats dans l'Est de la RDC alerte UNICEF. Plus de 2 500 écoles ont fermé dans les provinces du Nord-Kivu et Sud-Kivu en raison de l'escalade des affrontements depuis le début de l'année. Le nombre d'enfants déscolarisés a grimpé à près de 800 000, soit le double du chiffre de décembre. En incluant la province de l'Ituri, le nombre total d'enfants déscolarisés dans l'Est de la RDC dépasse 1,6

million. « La situation est catastrophique pour ces enfants. C'est l'éducation – et tout l'accompagnement qu'elle offre – qui permet aux enfants de retrouver un semblant de vie normale, de se reconstruire et d'envisager l'avenir après ce conflit ».

Retour au calme à Uvira après des affrontements meurtriers entre Fardc et Wazalendo. Le calme est revenu ce lundi 17 février dans la ville d'Uvira (Sud-Kivu) après des affrontements qui ont causé la mort de 12 personnes, civils et militaires. Selon le président de la Société civile, l'altercation a commencé lorsque les Wazalendo ont tenté de désarmer des militaires revenant du front Nord et se dirigeant vers le Sud de la province. Le refus des Fardc de remettre leurs armes a entraîné des échanges de tirs entre les deux camps. Malgré ce retour au calme, la situation reste tendue à Uvira.

Mardi 18 février.

L'UDPS dénonce les meurtres de ses membres dans les zones occupées par le M23. L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), parti au pouvoir, dénonce : « Depuis l'occupation de cette partie du pays par les troupes de l'armée rwandaise, les membres de notre parti sont systématiquement traqués, harcelés, enlevés et violentés à cause de leurs conviction et coloration politiques », indique le secrétaire général de l'UDPS.

Human Rights Watch appuie la résolution votée par les eurodéputés qui est une « voie claire à suivre » pour sanctionner le régime de Kigali et appelle à suspendre le Mémorandum d'Entente UE-Rwanda sur les matières premières. « La résolution parlementaire de la semaine dernière donne à l'UE une voie claire à suivre. Tout d'abord, elle devrait sanctionner les commandants de haut niveau impliqués dans les violations commises dans l'est du Congo, y compris les hauts officiers rwandais. Deuxièmement, l'UE devrait suspendre son accord sur les minerais avec le Rwanda. Le groupe d'experts des Nations unies sur le Congo est catégorique : le M23 et le Rwanda profitent largement de l'exploitation illégale des minerais dans l'est du Congo, tandis que le Rwanda exerce un «contrôle et [une] direction [...] de facto » sur les opérations militaires du M23. Le commissaire européen chargé des partenariats, Josef Sikela, devrait reconnaître que l'accord n'est pas conforme à la réalité et qu'il envoie un message incohérent au Rwanda », renseigne Human Rights Watch. Et de poursuivre : « Troisièmement, l'UE et ses membres devraient mettre fin à toute coopération militaire et aux ventes d'armes qui favorisent les opérations militaires rwandaises au Congo. Un chèque de 20 millions d'euros pour le déploiement du Rwanda au Mozambique a été approuvé alors que le Rwanda intensifiait son soutien au M23. Alors que les opérations dans le nord du Mozambique ont connu un certain succès, un commandant des forces rwandaises financées par l'UE au Mozambique y a été transféré tout juste après avoir dirigé les opérations rwandaises dans l'est du Congo. Par son soutien militaire, l'UE risque de se rendre complice des violations commises par le Rwanda dans l'est du Congo ». HRW déplore la responsabilité du Rwanda dans la détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire dans l'Est de la RDC, et apporte son appui à la résolution votée par le parlement européen. « La réurgence du M23 depuis la fin de l'année 2021 dans l'est du Congo a exposé les civils à des déplacements massifs, à des bombardements indiscriminés et à des meurtres, à des violences sexuelles généralisées et à d'autres violations commises par toutes les parties au conflit. Le soutien actif du Rwanda au groupe armé a été confirmé par de nombreux acteurs, y compris des enquêteurs des Nations unies. La crise humanitaire est massive : des centaines de milliers de personnes ont été déplacées, certaines plus d'une fois, par le M23 et n'ont pas accès à l'aide humanitaire. Mais qu'a fait l'UE ? Elle a publié une déclaration ferme le 25 janvier, exhortant le Rwanda à cesser de soutenir le M23, qui commet des abus, tout en s'engageant à utiliser tous les outils disponibles. Mais depuis, rien » déplore HRW dans sa déclaration. Dans une résolution ferme adoptée la semaine dernière, le Parlement européen a critiqué l'inaction des dirigeants de l'Union européenne dans l'est de la RDC, et où le groupe armé M23, soutenu par le Rwanda, commet de graves violations des lois de la guerre. Dénonçant le « manque de cohérence » de l'UE et l'envoi d'un « message incohérent » au Rwanda, les législateurs ont exhorté la Commission européenne et les États membres à exercer une véritable pression sur ceux qui alimentent les atrocités au Congo, à commencer par le Rwanda, principal soutien du M23. (Human Rights Watch)

Reprise ce mardi du trafic lacustre entre Bukavu et Goma. La navigation était suspendue depuis quelques semaines par les autorités du Sud-Kivu, à la suite des combats qui ont précédé la chute de la ville de Goma. La décision de rétablir ce trafic lacustre émane du M23. Ce mardi 18 février dans la matinée, au moins deux grands bateaux ont quitté le port de Bukavu à destination de Goma, où des armateurs se préparent également pour reprendre leurs activités vers Bukavu. Cette reprise du trafic lacustre était attendue par la population qui était obligée de passer par le Rwanda pour relier les 2 villes.

Reprise des combats entre Fardc et M23 après plusieurs jours d'accalmie à Lubero. C'est vers 4 h ce mardi matin que des affrontements ont éclaté entre les Fardc, appuyées par les combattants Wazalendo, et les rebelles du M23, soutenus par l'armée rwandaise. Les rebelles ont attaqué quatre positions des Fardc sur l'axe Mambasa-Ndoluma, ainsi que sur les axes Mambasa-Lubango, Mambasa-Mutongo et Bingi-Mutongo, à environ 60 km de Lubero-centre. Des détonations d'armes lourdes et légères ont été entendues jusqu'à Kanyabayonga et Kirumba. D'autres combats sont

également signalés à Butsorovya, au sud de Lubero-centre. La société civile locale indique que face à cette nouvelle escalade des combats, un déplacement massif de populations est observé.

Entrée du M23 à Bukavu : 39 blessés par balles en 3 jours à l'Hôpital général et 26 corps ramassés dans la ville, par la Croix-Rouge. Ces trente-neuf blessés de Bukavu se rajoutent à d'autres venus des localités de Kalehe et Kabare mais aussi de la ville de Goma où les affrontements avaient eu lieu plus tôt entre l'armée et la rébellion. Ceci fait un cumul de 176 blessés hospitalisés à ce jour à l'Hôpital provincial général de référence de Bukavu, précise le CICR.

Plaidoyer pour la réhabilitation du port de Moba au Tanganyika. Le port est inondé par les eaux du lac Tanganyika. Selon le commissaire lacustre de Moba, seuls deux bateaux accostent au port chaque semaine. Et pourtant, il y a quelques années, le port de Moba était fréquenté par plusieurs bateaux en provenance de différentes provinces de la RDC ainsi que ceux des pays voisins.

Goma : « Les choses empirent du jour au lendemain. La vie est intenable » (Témoignage). Des habitants de la ville de Goma, disent vivre comme dans « une prison à ciel ouvert ». Manque d'argent, accès difficile aux vivres, déplacements limités pour certaines catégories de personnes rendent la vie intenable pour certains ménages. Nombreux d'entre eux ont affirmé ne pas savoir comment survivre à cette crise sans précédent. Des parents s'interrogent sur leurs capacités financières à payer les frais scolaires, d'autant plus qu'ils n'ont aucun accès à leurs comptes bancaires. « Aucune banque ne fonctionne actuellement. Si vous avez quelque chose sur votre compte M-pesa ou Airtel Money, dans le shop, on vous donne 10 % de ce que vous voulez retirer ». Il est aussi difficile pour certaines catégories de personnes, notamment les fonctionnaires, de quitter la ville de Goma : « Vous arrivez à la grande barrière, soit on vous retourne, soit on vous met dans un cachot au niveau de Gisenyi ».

Mercredi 19 février.

Au moins 10 000 Congolais fuyant la guerre dans les villes de Goma et Bukavu se réfugient au Burundi. « La frontière est ouverte avec des mesures de précaution. Si vous maîtrisez bien la ville, vous savez où aller et ce que vous allez faire, on vous laisse libre passage. Mais comme il y a des gens qui viennent massivement de Goma et de Bukavu qui ne savent pas l'adresse de là où ils vont, quand on vous pose la question et que vous ne maîtrisez rien, on vous refuse de passer puisque le Burundi dit qu'il est déjà débordé. Il y a plus de 10 000 personnes qui sont déjà là-bas. Il y a des fouilles des maisons chaque jour », témoigne un opérateur économique d'Uvira.

João Lourenço et Félix Tshisekedi analysent à Luanda le conflit dans l'Est RDC. Cependant rien n'a filtré de la rencontre des deux hommes d'Etat. Une chose est vraie que le président angolais, médiateur dans ce conflit qui dure depuis plus de cinq ans, est régulièrement en contact avec le Congolais, Félix Tshisekedi, et le Rwandais, Paul Kagame, en vue de trouver une solution de stabilité, de sécurité et de paix dans cette région. Le ministre angolais des Relations extérieures a qualifié la situation de "préoccupante" pour le continent africain, et bien plus encore pour ceux qui ont la responsabilité d'évaluer, non seulement la situation en RDC, mais aussi les destinées de l'Union africaine (UA), présidée depuis samedi dernier par le Chef de l'État angolais, João Lourenço. On estime que plus de 100 000 personnes ont cherché refuge sur l'île d'Idjwi, dans le lac Kivu. Bien que les ports de Goma et Bukavu aient été rouverts par les rebelles, facilitant ainsi la circulation des bateaux et améliorant l'acheminement de l'aide humanitaire, l'aéroport de Goma reste fermé.

Le ministre de la Défense appelle les jeunes du Kasai et Kasai-Central à s'enrôler dans l'armée. L'objectif : défendre la RDC contre l'agression rwandaise. Cet appel a été lancé à Kananga. Le ministre a souligné l'importance de l'engagement des jeunes, notamment ceux âgés de 18 à 23 ans « vous devez vous lever pour aider le pays. Vous devez vous inscrire à la formation militaire. Quand nos Fardc actuelles seront fatiguées, vous prendrez la relève pour vous battre pour le pays ». Le ministre s'est également rendu le même mardi à Tshikapa, au Kasai, pour un discours similaire.

À la Une: dans Bukavu occupée. Depuis dimanche, les rebelles du M23 occupent la capitale du Sud-Kivu dans l'est de la RDC. « La ville est tombée sans résistance. Les soldats de l'armée congolaise et leurs alliés Wazalendo se sont repliés vendredi dernier, commettant parfois vols et pillages en quittant les lieux. Le lendemain, des éléments du M23, soutenus par l'armée rwandaise, pénétraient dans Bukavu, qui est donc officiellement tombée dimanche quand les colonnes rebelles sont entrées dans la ville de façon cérémonieuse. "Le M23 a soigné son entrée, observe un membre de la société civile. Ils ont compris que les dégâts à Goma étaient très lourds et qu'ils étaient tenus pour responsables. Ils ont voulu s'assurer que tous les militaires congolais étaient partis, que la ville était réellement prise, sans plus personne pour réagir, avant de faire une entrée officielle". Pour ce qui est du nombre de victimes : « les combats ont fait au moins 26 morts et 176 blessés, selon le Comité international de la Croix Rouge. Un bilan qui contraste avec celui de la bataille de Goma qui a duré plusieurs jours avec des combats en ville et qui ont fait près de 3000 morts. Les rues de la capitale provinciale du Nord-Kivu étaient jonchées de cadavres pendant plusieurs jours après les affrontements ».

Désormais « les habitants de Bukavu se demandent quelles seront les conditions imposées par les nouveaux occupants. Quel type d'impôt sera prélevé? Les ONG auront-elles un accès humanitaire ? Les occupants auront-ils les capacités d'administrer une ville de plus d'un million d'habitants tout en continuant à étendre leur emprise ? ». **Exécutions sommaires...** Sur le plan sécuritaire, le M23 est pointé du doigt par l'ONU... C'est ce que rapportent notamment le site MediaCongo ou encore le site de Radio Okapi: « le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme, à travers sa porte-parole Ravina Shamdasani, dénonce les exécutions sommaires d'enfants à Bukavu par les rebelles du M23. Elle mentionne trois enfants tués dimanche dernier alors qu'ils collectaient des armes dans des sites abandonnés par l'armée congolaise. "Ils ont reçu l'ordre de déposer leurs armes. Ils ont refusé et ils ont été tués", a-t-elle révélé. (...) Des exécutions sommaires sont par ailleurs signalées dans les provinces occupées du Kivu, le cas le plus récent étant celui d'un chanteur engagé Delkat Idengo, assassiné jeudi dernier à Goma. (...) Il venait tout juste de sortir un nouveau single, précise le site de Radio Okapi, intitulé "Bunduki za Kwetu" ("Les armes de chez nous"), dans lequel il dénonçait la guerre et s'attaquait directement au groupe rebelle M23. (...) Pour sa part, le parti congolais au pouvoir à Kinshasa, l'UDPS, dénonce aussi la traque, le harcèlement et l'enlèvement de ses militants par l'armée rwandaise ». **Plus d'un million et demi d'enfants privés d'école...** « en attendant un improbable cessez-le-feu, à chaque étape son lot de drames humanitaires, voire d'exactions. (...) Le glaive de la CPI, la Cour pénale internationale plane sur le M23 ». « Les cris des enfants noyés dans le vacarme des armes ! », dénonce de son côté WakatSéra. « Trois enfants tués par le M23 et des centaines de milliers brutalement sevrés d'éducation. Leurs écoles n'existant plus ou transformées en abris pour réfugiés, essayant d'échapper aux balles meurtrières d'une guerre à la fin encore incertaine. Ainsi livrés à la rue et devenus des proies faciles pour tous les vices, mais surtout des candidats prêts à grossir les rangs de l'un ou l'autre camp en conflit ». En effet, là c'est l'Unicef qui lance un cri d'alarme : « depuis le début de l'année, les violents affrontements ont entraîné la fermeture de plus de 2500 écoles et espaces d'apprentissage dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, y compris ceux dans les camps de personnes déplacées. Entre les écoles fermées, endommagées, détruites ou transformées en abris, 795 000 enfants sont désormais privés d'éducation – c'est 300 000 de plus qu'en décembre. En incluant la province de l'Ituri, plus de 1 million 600 000 enfants dans l'est de la RDC sont actuellement déscolarisés ». (**Revue de Presse Afrique**)

Des soldats ougandais débarquent à Bunia, toujours dans le cadre de l'opération conjointe avec les FARDC selon Kinshasa, mais un déploiement qui inquiète à la suite des messages controversés du fils de Museveni. Plusieurs militaires de Uganda people's defence force (UPDF) sont officiellement arrivés ce mardi 18 février à Bunia, chef-lieu de l'Ituri. Ils ont été accompagnés par des militaires des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). Ils ont pris leur quartier général au centre militaire de Rwampara, au sud-est de Bunia, dans le groupement Tséré (territoire d'Irumu). Ces militaires ougandais sont entrés avec tout leur arsenal. Jusqu'à ce mercredi matin, les Ougandais continuent d'entrer à Bunia. Selon Kinshasa, leur présence s'inscrit dans le cadre logique de l'opération Shujaa menée depuis quatre ans conjointement avec l'armée congolaise contre les islamistes ADF dans le territoire de Beni (Nord-Kivu) et d'Irumu (Ituri). Cependant, l'arrivée des Ougandais a suscité la peur et la psychose au sein de la population à Bunia. « J'appelle toute la population de ma juridiction au calme et à vaquer librement à ses occupations. Que les enfants partent. Il faut éviter toute mauvaise interprétation après leur arrivée car les autorités sont au courant », a calmé le chef du groupement Tséré, Zamundu Batagura où le contingent ougandais s'est installé. Lundi dernier, une équipe d'avance constituée d'officiers a été accueillie par les Fardc à Boga, au sud du territoire d'Irumu avant de rejoindre Bunia où une réunion « d'harmonisation » a été présidée par le gouverneur militaire, Jony Luboya. « D'autres réunions suivront pour définir les actions qui seront menées dans le cadre de mutualisation des forces entre les Fardc et l'UPDF. La population doit être calme, ces opérations militaires s'inscrivent dans le cadre de la recherche de la paix dans la province de l'Ituri », avait dit le porte-parole de l'armée en Ituri. Ce déploiement ougandais à Bunia est controversé quelques jours seulement après des messages « comminatoires » du chef de l'armée ougandaise, le général Muhozi Kainerugaba, fils du président Ougandais, Yoweri Museveni. Dans une série de messages sur X (ancien Twitter), cet officier avait notamment indiqué que l'UPDF se déployerait à Bunia pour lutter contre les violences de la milice Codeco dans le territoire de Djugu. « Je voudrais dire encore une chose. Mon sang est en train d'être tué à Bunia, dans l'est de la RDC. Mon peuple, les Bahima, est attaqué. C'est une situation très dangereuse pour ceux qui attaquent mon peuple. Personne sur cette terre ne peut tuer mon peuple et penser qu'il n'en souffrira pas ! », avait-il dit. Déclaration faite à la suite de tuerie de plus de 50 civils dans un site des déplacés près de Fatati (territoire de Djugu). Il avait également ajouté : « Avec l'autorisation du général Yoweri Museveni, commandant suprême de l'UPDF ! Je donne exactement 24 heures à toutes les forces de Bunia pour rendre leurs armes ! S'ils ne le font pas, nous les considérerons comme des ennemis et les attaquerons. » Ce mardi, Kinshasa a relativisé toutes les communications du général Muhozi Kainerugaba appelant à rester dans le cadre de coopération militaire entre la RDC et l'Ouganda. « De toute évidence, la République ne se gère pas sur les réseaux sociaux encore moins les relations diplomatiques, nous avons les relations diplomatiques avec l'Ouganda, nous avons un travail que nous faisons ensemble dans le cadre de l'opération Shujaa dans des zones qui sont bien circonscrites. Il faut éviter de plonger dans la psychose, nous avons des rapports diplomatiques avec l'Ouganda », a indiqué le porte-parole du gouvernement congolais. L'intervention des Forces de défense du Peuple Ougandais (UPDF) aux côtés des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) dans l'est de la RDC a toujours soulevé des questions au regard des soupçons de soutien des troupes

Ougandaises à l'endroit des rebelles du M23 déjà soutenus le Rwanda. Et Muhozi Kainerugaba ne cache pas son soutien au M23. Cette question est gérée au niveau du ministère des affaires étrangères, a souligné le porte-parole du gouvernement. Selon un rapport des experts de l'ONU publié l'année dernière, l'armée Ougandaise collabore avec les rebelles du M23. L'armée ougandaise avait catégoriquement nié toute implication dans le soutien au groupe rebelle M23, en réponse aux accusations formulées par des experts des Nations unies. Lors d'une déclaration officielle l'année dernière, le porte-parole de l'armée ougandaise, le brigadier général Félix Kulayigye, a fermement rejeté le rapport onusien. À l'en croire, ce rapport n'a absolument aucun fondement scientifique. Il manque de documentation et il est biaisé. (**Actualité.CD**)

Le Rwanda fait perdre chaque année plus d'un milliard USD à la RDC (Gouvernement). « Vous avez vu les chiffres qui ont été présentés sur l'or. Il y avait des exportations d'un milliard de dollars pour l'année écoulée. Mais pour les deux prochaines années, les prévisions indiquent qu'elles atteindront 2 milliards USD. D'où vient le doublement des exportations que le Rwanda va réaliser ? Cela vient justement de l'occupation de notre territoire où il y a des exploitations d'or », a-t-il souligné le ministre des Mines. Hormis l'or, le Rwanda est en train de piller le coltan congolais depuis la prise de la mine de Rubaya, au Nord-Kivu, ajoute le ministre : « Aujourd'hui, un kilo de coltan coûte peut-être 70 USD. Depuis la prise de la mine de Rubaya par le M23, soutenu par les forces rwandaises, ce sont plus de 150 tonnes, soit 150 000 kilos, que vous multipliez par 70 dollars pour obtenir les vrais chiffres de ce qui part chez nos voisins. » Ainsi, il a demandé aux acheteurs de ne pas se procurer les minerais vendus par Kigali, que Kinshasa qualifie de "minerais de sang".

Guerre dans l'Est : la cité de Kamanyola occupée par le M23, depuis mardi 18 février, tard dans la soirée. Kamanyola, cité frontalière du Rwanda et du Burundi, est une voie d'accès à Uvira et au territoire de Fizi, dans la partie sud de la province du Sud-Kivu. Pendant ce temps, à Uvira, les pensionnaires de la prison centrale de Mulunge se sont évadés.

Augmentation des exportations de cuivre et de cobalt en 2024 (CTCPM). Selon la Cellule Technique de Coordination et de Planification Minière (CTCPM) du ministère des Mines de la RDC, les exportations de cuivre et de cobalt ont respectivement augmenté de 262 000 tonnes et de 74 000 tonnes en 2024, comparativement à 2023. Ces deux minerais sont principalement exploités dans le secteur industriel dans le Haut-Katanga et le Lualaba.

Est de la RDC : les combattants de l'AFC/M23 continuent d'avancer dans le Sud-Kivu, scènes de pillages à Uvira. Après avoir quitté Kamanyola, les combattants de l'AFC/M23 sont arrivés, mardi 18 février, à Luvungi, sur la RN5, à seulement quinze km de leur point de départ. Avant leur arrivée, des scènes de pillage ont été signalées. L'inquiétude gagne désormais les localités plus au sud, notamment à Sange et Kiliba, sur la route qui mène à Uvira, l'autre grande agglomération du Sud-Kivu, située sur les rives du lac Tanganyika. À Uvira même, des tirs se sont poursuivis ce mercredi matin. Selon des témoignages sur place, des pillages ont eu lieu, impliquant des hommes armés, parmi lesquels des milices locales et certains militaires. La situation reste très tendue dans cette ville enclavée entre les collines et le lac Tanganyika.

De nombreux jeunes de l'Ituri s'enrôlent dans l'armée et la Réserve armée pour la défense (RAD), en vue de combattre les ennemis de la RDC et défendre l'intégrité territoriale. C'est le résultat de la campagne de sensibilisation menée depuis environ deux semaines dans la province par la Réserve armée pour la défense et les autorités provinciales, avec l'appui des organisations locales. Des centaines suivent des formations militaires à l'état-major des FARDC et au site de Diango à 12 km de Bunia. À Mahagi, environ une centaine de jeunes ont déjà adhéré à la RAD. Ils attendent d'autres vagues pour débuter la formation. Même des anciens miliciens des différents groupes armés dont la CODECO, des Maï-Maï, la FPIC qui ont déposé les armes, ont intégré ce processus. Cette campagne de sensibilisation se poursuit.

Alors que la Belgique envisageait la revue de son programme bilatéral, le Rwanda suspend sa coopération. Le Rwanda accuse la Belgique de mener une campagne agressive, aux côtés de la RDC, visant à saboter l'accès du Rwanda au financement du développement, y compris auprès des institutions multilatérales.

Les gouverneurs de province interdits de quitter leurs entités respectives. Les gouverneurs de provinces sont également exhortés, à cet effet, de prendre toutes les dispositions utiles, nécessaires pour assurer un meilleur encadrement de leurs administrés. L'instruction du vice-Premier ministre de l'Intérieur doit être répercutée à tout animateur jusque dans les entités territoriales de base, a précisé le télégramme.

Jeudi 20 février.

Bintou Keita accuse le M23 d'obstruer le travail de la Monusco à Goma. Une nouvelle réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU, s'est tenue le 19 février à New York, sur la crise qui prévaut dans l'Est de la RDC. Lors de son intervention à cette réunion, la Cheffe de la Monusco, a dénoncé les restrictions imposées à la mission onusienne

par les rebelles du M23 à Goma. Elle a fait état de morts et de nombreux blessés enregistrés sur le terrain ; alors que d'autres personnes sont menacées de représailles. Elle a également accusé les rebelles du M23 d'empêcher la mission onusienne d'exécuter son mandat d'assistance à la population civile.

Djugu : au moins 700 personnes déplacées à la suite des attaques de la Codeco à Tchomia. De nombreux enfants et femmes, vivent dans la précarité dans les camps de pêche de Sabé et Nyakova, après avoir fui les affrontements entre les Fardc et la milice Codeco. Ces miliciens avaient pour intention d'attaquer des civils dans une ferme et de piller leur bétail, mais ils ont été repoussés par l'armée congolaise. Lors de ces affrontements, un soldat des Fardc a été tué et six autres blessés, tandis que leur campement militaire a été incendié. Cette situation a provoqué une panique généralisée dans le village, poussant de nombreux habitants à se déplacer vers d'autres localités par crainte de représailles.

Reprise timide des activités à Bukavu. La population se remet petit à petit de la peur ressentie lors de l'entrée des rebelles du M23. Dans la commune d'Ibanda, au marché de Nyawera, les petits commerçants ont commencé à étaler leurs marchandises, mais plusieurs stands sont encore vides. Même chose au marché central de Kadutu. Malgré cette reprise timide des activités, les bureaux des services étatiques, les ministères, les divisions et les banques n'ont pas encore ouvert.

La Croix-Rouge, le Croissant rouge et le CIRC préoccupés par la crise humanitaire dans l'Est de la RDC. Les récents combats à Goma ont contraint des centaines de milliers de personnes à fuir, laissant tout derrière elles. A Goma, les morgues des hôpitaux sont complètement saturées. En plus des habitants de Goma, près de 300 000 personnes ayant trouvé refuge dans des camps périphériques ont également fui les affrontements. Environ 190 volontaires de la Croix-Rouge travaillent sur le terrain pour récupérer les corps abandonnés, lutter contre les épidémies et offrir un enterrement digne aux victimes. La situation est exacerbée par l'avancée continue du M23 dans l'Est de la RDC. Après avoir pris Goma fin janvier, le groupe armé a récemment conquis Bukavu et continue d'avancer vers Kamanyola. Cette escalade des violences a entraîné un afflux massif de déplacés internes, rendant l'accès humanitaire extrêmement difficile en raison de l'insécurité persistante.

Inhumation ce jeudi de 18 victimes de la guerre à Bukavu. La Croix-Rouge a procédé ce jeudi 20 février à l'inhumation des corps de 18 personnes, décédées lors de l'entrée des rebelles du M23 dans la ville de Bukavu, au Sud-Kivu. Ces corps ont été ramassés dans les rues par les volontaires de la Croix Rouge et gardés à la morgue des Cliniques universitaires.

Pillage de la Bralima Bukavu : plus de 1000 personnes risquent de perdre leur emploi. Si les pertes subies par cette entreprise s'avèrent colossales au point de la contraindre à mettre la clé sous la porte, cela aura des conséquences humaines et fiscales, font savoir des sources dans le secteur. Le millier de contractants et sous-traitants confondus, qui travaillent pour cette entreprise, n'auront plus de revenus pour prendre en charge leurs familles. Du point de vue fiscal, en termes des recettes à caractère national, la Bralima Bukavu est le plus grand contribuable de la DGI avec plus d'un million USD par mois, de la DGDA avec aussi plus d'un million USD par mois pour les importations et accises. Pour la province du Sud-Kivu spécifiquement, la Bralima Bukavu paie autour de 400 000 USD par mois au gouvernement provincial en termes de taxe sur la consommation des produits brassicoles.

Des pillages et actes de violence signalés à Uvira. Des personnes armées pillent et saccagent des commerces et des habitations. Le bureau de l'Évêché d'Uvira a été vandalisé. Des prêtres ainsi que l'évêque ont été agressés et dépouillés de leurs biens. Les autorités locales se disent dépassés par les événements. Les sources locales attribuent ces actes inciviques à des militaires des Forces armées de la RDC (FARDC) et à des combattants Wazalendo indisciplinés qui sèment la terreur parmi la population civile. Pendant ce temps, le M23, soutenu par l'armée rwandaise, poursuit sa conquête dans la région. Les rebelles ont conquis la cité de Sange, située à environ 30 km d'Uvira, le 19 février. La situation reste extrêmement tendue à Uvira, où les habitants tentent de fuir, par route, vers le Burundi ou par bateau vers la ville de Kalemie, dans la province voisine du Tanganyika.

Les Fardc repoussent les rebelles du M23 sur plusieurs lignes de front à Lubero. Selon des sources, des combats ont eu lieu mardi et mercredi derniers dans les localités d'Alimbongo, Ndoluma, Mambasa, Lumbango, Kasima et Katondi, à une trentaine de kilomètres de Lubero-Centre. L'armée a frappé son ennemi après avoir reçu l'appui des avions de guerre. Il confirme que les opérations se poursuivent. Le porte-parole des opérations militaires dans le Grand Nord, appelle les soldats ayant fui les combats et errant dans Lubero-Centre à regagner au plus vite le front pour défendre la patrie.

Mbuji-Mayi : recrutement massif des jeunes dans l'armée congolaise. Des centaines de jeunes de Mbuji-Mayi et de Mwene-Ditu ont répondu ce 19 février à l'appel à l'enrôlement dans les forces armées de la RDC. Très déterminées, les nouvelles recrues ont demandé au ministre de la Défense d'organiser leur départ vers les centres de formation.

M23/Nord-Kivu: après avoir rencontré une résistance à Katondi, les rebelles détournent par Kipese pour "faire sauter les barrages sur l'axe Kitsombiro-Lubero" (Observateurs). Les rebelles du M23 sont signalés depuis le soir de ce jeudi 20 février à Kipese, localité située à 15 Km de Kitsombiro, à l'est de la RN2. **Kipese, un axe stratégique.** Située sur les hautes terres de Lubero, la localité de Kipese, est un carrefour qui offre l'accès sur plusieurs axes dépourvus des dispositifs de barrage. L'axe Kipese est un détours stratégique qui offre aux rebelles la possibilité de contraindre les Fardc à décrocher et à lever plusieurs de leurs dispositifs sur l'axe Kitsombiro-Butembo. Peu avant l'arrivée des rebelles, les habitants ont commencé à vider les villages sur l'axe Kipese.

Vendredi 21 février.

Au moins 14 écoles suspendent leurs activités à la suite des attaques de Codeco, à Fataki, Rho et Drodro, en territoire de Djugu. Ces suspensions étaient causées par le besoin urgent de la population de trouver des villages sécurisés pour se réfugier. Pour éviter d'entrer dans le calendrier scolaire, des espaces d'apprentissage temporaires ont été créés pour permettre aux élèves de continuer à suivre leurs cours malgré les circonstances difficiles.

Renforcement du dispositif sécuritaire sur la RN27 pour lutter contre les attaques armées à Djugu. Ce renforcement comprend l'augmentation des patrouilles des forces de sécurité et la mise en place de positions des Fardc le long de cet axe routier, dans le but de sécuriser les passants et de dissuader les criminels. Depuis le début du mois de février, une dizaine d'attaques ont été recensées, avec des embuscades presque quotidiennes contre des véhicules et des motos sur la RN27, qui relie l'Ituri aux pays voisins. **Les miliciens de Codeco libèrent cinq otages à Fataki (Ituri).** Cette libération a été le résultat de négociations menées par le chef de secteur de Djatsi. Les victimes, cinq personnes, dont une femme et son enfant de trois ans, avaient été enlevées par des miliciens de Codeco, à Bethlehem, près de Fataki, dans la matinée du même jour et emmenées vers Djiji, à environ deux km de la RN27.

Mambasa : un premier okapi capturé à la réserve de faune à okapi d'Epulu, 12 ans après. C'est le tout premier okapi capturé depuis 12 ans. Des sources internes de la Réserve de Faune à Okapi rapportent que cette espèce rare au monde a été attrapée dans un piège dans la localité de Babukeli, à environ 200 km de Bunia. En 2012, quinze okapis en captivité sur le site, avaient été massacrés par l'ancien chef milicien Morgan Sadala.

Le général Christian Ndaywel Okura va rencontrer des officiers de l'armée ougandaise à Bunia. Depuis le début de cette semaine, des troupes de l'armée ougandaise sont arrivées dans la ville de Bunia pour soutenir l'armée congolaise dans la lutte contre les groupes armés locaux, qui se distinguent par des attaques répétées et commettent des exactions contre les civils. Le porte-parole de l'armée congolaise en Ituri, a assuré que la présence des militaires ougandais s'inscrivait dans le cadre d'opérations conjointes pour maintenir la sécurité dans la région.

FARDC-M23 : au Conseil de sécurité, le Burundi appelle à une réponse rapide pour éviter l'embrasement régional. Le représentant de Gitega a recommandé que les forces étrangères non invitées y compris celle du Rwanda se retirent immédiatement de la RDC et respectent son intégrité territoriale et a proposé que les rebelles du M23 -s'ils se revendent Congolais- intègrent le processus de Nairobi sous la facilitation de l'ancien président kényan, Uhuru Kenyatta. Le Burundi se dit préoccupé par le conflit qui persiste dans cette partie de la région des Grands lacs et dit intervenir dans cette crise en RDC en sa qualité de signataire d'un accord bilatéral, le 20 mai 2023, avec la RDC.

13 587 enfants maintenus dans le circuit scolaire dans le Haut-Katanga et Lualaba en 6 ans, grâce au Projet d'appui au bien-être alternatif des enfants et jeunes impliqués dans la chaîne d'approvisionnement du Cobalt (Pabea-Cobalt). Ces enfants ont bénéficié d'une prise en charge sanitaire, psychosociale et de l'enregistrement à l'état civil. Durant cette période, ce projet a eu à construire et équiper 52 bâtiments, dont 26 dans le Haut Katanga et 26 autres dans le Lualaba, pour abriter le Centre de promotion et de l'entrepreneuriat des jeunes en agro-business. Ce centre a été mis en place pour faciliter la reconversion sociale dans le secteur agricole, des jeunes et des parents dont les enfants sont impliqués dans la chaîne d'approvisionnement du cobalt. Le Pabea-Cobalt est financé par la Banque africaine de développement.

Conflit dans l'Est de la RDC : l'UE convoque l'ambassadeur du Rwanda accrédité à Bruxelles, afin d'obtenir des explications sur le rôle de son pays dans la déstabilisation de la région. Dans un communiqué, l'Union européenne condamne fermement cette offensive, dénonçant une violation du cessez-le-feu issu du processus de Luanda. Bruxelles exige de Kigali le retrait immédiat de ses troupes du territoire congolais et l'arrêt de tout soutien au M23 et aux autres groupes armés, note ce communiqué.

Jean-Marc Kabund libéré, ce vendredi 21 février soir de la prison centrale de Makala. Bénéficiaire d'une grâce présidentielle en décembre dernier, l'ancien président intérimaire de l'UDPS et ancien premier vice-président de l'Assemblée nationale avait été condamné le 13 septembre 2023 à une peine de 7 ans de prison pour outrage au chef de l'Etat et propagation de faux bruits. D'autres opposants comme Seth Kikuni et Jacky Ndala bénéficiaires également de cette grâce présidentielle attendent leur libération.

Félix Tshisekedi demande la mise en œuvre immédiate des mesures visant à augmenter la solde des militaires et la prime de combat. Le Président de la République a aussi insisté sur la nécessité de générer un statut spécial des épouses et enfants des militaires notamment en ce qui concerne leurs soins de santé.

70 chrétiens retrouvés décapités dans une église en RDC. En RDC, 70 personnes ont été retrouvées décapitées dans une église protestante le week-end du 14 février. Une attaque qui fait suite aux violences incessante des conflits dans le territoire de Lubero, province du Nord-Kivu. C'est un véritable drame qui a frappé l'Est de la RDC, dans le village abandonné de Kasanga, situé dans le territoire de Lubero, province du Nord-Kivu. Au cours du week-end du 14 février 2025, 70 personnes ont été retrouvées décapitées dans une église protestante. Selon des sources sur le terrain de l'ONG évangélique Portes ouvertes, les Forces démocratiques alliées (ADF), un groupe affilié au groupe État islamique, a capturé et ligoté une vingtaine de chrétiens de cette communauté de Mayba à 4 heures du matin, le jeudi 13 février. Le reste de la population, décidé à libérer les personnes enlevées, n'a malheureusement pas eu le temps de réagir. Vers 18 heures, des militants des ADF ont encerclé le village et ont capturé une cinquantaine de chrétiens. Tous les captifs ont été emmenés dans une église protestante de Kasanga où ils ont été sauvagement tués, soit à coups de marteau, soit à coups de machette. Jusqu'au mardi 18 février, les corps de certaines victimes n'ont pas pu être enterrés à cause de l'insécurité dans la zone. Il s'agit de l'une des attaques les plus meurtrières dans le territoire de Lubero depuis que les ADF y ont récemment lancé des attaques. Fin janvier, la ville de Goma, capitale du Nord-Kivu en République démocratique du Congo, est tombée aux mains du groupe rebelle M23, soutenu par le Rwanda, qui menace maintenant Bukavu, la capitale du Sud-Kivu. Voilà trois décennies que les guerres s'enchaînent dans cette région à cause de conflits ethniques et frontaliers qui semblent sans fin. Au cours du dernier mois dans la chefferie de Baswagha, territoire de Lubero, plus de 200 personnes ont été tuées, des maisons ont été pillées et incendiées, des écoles déplacées, des églises et des structures de santé fermées et plusieurs villages chrétiens abandonnés. (**ACI Africa**)

Samedi 22 février.

Le Conseil de sécurité adopte une résolution exigeant le retrait des troupes rwandaises de la RDC. Dans cette résolution, le Conseil condamne fermement la prise de contrôle par le M23, le 28 janvier, de Goma, la capitale de la province du Nord-Kivu, ainsi que de son aéroport international. Il condamne également la prise par les rebelles, le 14 février, de Bukavu, la capitale du Sud-Kivu. Le Conseil décide que le M23 doit immédiatement cesser les hostilités, se retirer de toutes les zones sous son contrôle et démanteler les administrations « parallèles illégitimes » mises en place sur le territoire de la RDC. En outre, le Conseil demande aux forces de défense rwandaises de cesser de soutenir le M23 et de se retirer immédiatement de la RDC, sans conditions préalables. Il invite la RDC et le Rwanda à reprendre les pourparlers diplomatiques, conformément au processus de Luanda, principal cadre de négociation entre Kinshasa et Kigali, et au processus Nairobi, centré sur la résolution du conflit à l'intérieur de la RDC. Le Conseil condamne par ailleurs l'appui apporté par l'armée de la RDC aux Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et demande que les engagements visant à neutraliser le groupe soient respectés. **Trafic de minéraux.** Les membres du Conseil condamnent en outre l'exploitation illicite et le trafic systématiques des ressources naturelles dans l'est de la RDC. Ils appellent à restreindre l'étiquetage illégal et assurer la transparence et la traçabilité des exportations de minéraux. À cette fin, le Conseil exhorte toutes les entreprises opérant dans le secteur minier à mettre en œuvre le Mécanisme régional de certification de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs. **Couloirs humanitaires et respect de la Monusco.** Les membres du Conseil demandent à toutes les parties d'ouvrir d'urgence des couloirs humanitaires temporaires dans le Nord- et le Sud-Kivu, notamment via l'aéroport de Goma, qui doit être rouvert, l'aéroport de Kavumu et les points de passage frontaliers. Par ailleurs, le Conseil souligne qu'aucune action visant à entraver l'aptitude de la MONUSCO à s'acquitter de son mandat ne sera tolérée, s'agissant notamment de la liberté de circulation de la mission à Goma. Il exige que les parties belligérantes cessent toute hostilité contre les soldats de la paix. (**Avec ONU Info**)

La situation sécuritaire et humanitaire détériorée à Walikale à la suite de la menace du M23. Il s'agit notamment du fait que ce territoire est de plus en plus isolé, après l'occupation des axes principaux de Masisi par les rebelles du M23. Plusieurs structures sont en rupture de stocks des médicaments, alors qu'elles enregistrent une augmentation des malades; y compris des cas suspects de Mpox. Fiston Misona, président de la société civile de Walikale alerte sur le risque de propagation de cette épidémie si aucune précaution n'est prise.

Regain d'insécurité à Bukavu. Des bandits munis d'armes à feu volent et tuent la population civile pendant la nuit. Dans certains quartiers la population exaspérée recourt à la vindicte populaire, une pratique pourtant prohibée. Les communes de Kadutu et Ibanda enregistrent le plus de victimes. Les armes abandonnées en désordre par l'armée régulière avant l'occupation de la ville par la rébellion du M23 et son allié, le Rwanda, sont aujourd'hui utilisées par les bandits qui insécurisent tout Bukavu. Tout le monde est unanime que la montée de l'insécurité est une conséquence directe de l'évasion massive à la prison centrale de la ville.

Ituri : véhicules de marchandises et passagers victimes des groupes armés sur la RN 27. Les embuscades contre les véhicules de transport en commun et de marchandises sont enregistrées chaque jour sur la RN27, surtout dans le territoire de Djugu. Les usagers de cette route sont soit tués, soit pris en otage ou dépouillés de leurs biens par des hommes armés.

Sur l'axe routier Iga barrière-Fataki sur la RN27. Ces assaillants tirent à bout portant sur les engins pour les immobiliser. S'ils ne crèvent pas leurs pneus, ils placent des troncs d'arbre pour bloquer le passage des véhicules.

Conflit dans l'Est de la RDC : la Belgique réclame des sanctions contre le Rwanda. Bruxelles appelle à des mesures sévères : suspension du dialogue sur la sécurité et la défense avec Kigali, gel de l'accord entre l'UE et le Rwanda sur les matières premières critiques, et arrêt du financement européen à l'armée rwandaise déployée au Mozambique.

Rétablissement de l'eau potable et de l'électricité à Goma : un soulagement pour la population. La population de Goma, dans la province du Nord-Kivu, a retrouvé l'accès à l'eau potable et à l'électricité après près de deux mois de privations. Durant cette période, les habitants de Goma ont dû parcourir de longues distances pour s'approvisionner en eau, parfois directement au lac Kivu, avec tous les risques que cela impliquait. La pénurie d'eau a également touché les populations les plus vulnérables, notamment les déplacés de guerre, qui n'avaient pas les moyens d'acheter de l'eau auprès des revendeurs. Ces derniers avaient considérablement augmenté leurs prix, aggravant la situation pour les plus démunis.

La réparation de ces lignes a été rendue possible grâce à l'appui du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui a facilité l'accès des techniciens à la zone de Nyabibwe, malgré les conditions sécuritaires difficiles. Ce rétablissement de l'électricité a permis à la Regideso de relancer ses machines et de réapprovisionner la ville en eau potable. Avec le retour de l'eau potable et de l'électricité, les habitants de Goma peuvent espérer un retour progressif à la normale.

La société civile dénonce les crimes contre les populations civiles et les humanitaires à Masisi (Nord-Kivu). Au cours des trois derniers jours, les affrontements dans le territoire de Masisi ont fait un bilan provisoire de trois morts et une dizaine de civils blessés. Ces combats ont touché plusieurs localités, notamment Masisi centre, Katale, Lwanguba, Kanii, Kahongole, la paroisse Mater Dei et Lushebere. La journée de jeudi a été marquée par de violents affrontements, avec des détonations d'armes lourdes entendues dans la région, témoignant de l'intensité des combats entre les rebelles du M23 et les FARDC, appuyées par les Volontaires pour la défense de la patrie (Wazalendo). Ce samedi, un calme relatif règne sur les différents fronts dans le territoire de Masisi. Cependant, des sources locales rapportent l'arrivée de renforts en hommes et en matériel du côté des rebelles du M23 depuis vendredi soir, laissant craindre une reprise des hostilités. Face à cette situation, la société civile du Nord-Kivu appelle à des sanctions contre les auteurs des violations des principes du droit international humanitaire dans cette région.

Dimanche 23 février.

Félix Tshisekedi annonce un gouvernement d'Union nationale et appelle à l'unité face au M23. Le Président de la République a déclaré : « Ne soyons pas distraits par des querelles internes, des manipulations extérieures ou des relents tribaux... Nous devons nous unir. », a-t-il déclaré. Le président a salué la résolution adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 21 février, exigeant le retrait immédiat et sans conditions des troupes rwandaises du territoire congolais. Toutefois, il a mis en garde contre tout relâchement.

Uvira : Banques, pharmacies, marchés et centres de santé ont fermé leurs portes, les autorités politico-administratives ont fui vers le Burundi, la RDC ou même la Tanzanie, laissant une population livrée à elle-même, décrit Mgr Muyengo. La ville d'Uvira, dans le Sud-Kivu, traverse une crise sécuritaire sans précédent. Entre les affrontements entre les Forces armées de la RDC et les milices Wazalendo et la psychose sur l'avancée des rebelles du M23 appuyés par Kigali, les pillages et les violences contre les civils se multiplient, plongeant la population dans l'angoisse et la désolation. Depuis plus d'une semaine, des tirs d'armes lourdes et légères résonnent dans toute la ville et ses environs, provoquant la panique au sein des habitants. « Nous vivons une situation traumatisante, avec des crépitements de balles jour et nuit, des pillages systématiques avec violence, voire des tueries, y compris dans des maisons familiales, des couvents de prêtres et de religieuses », a déclaré Mgr Sébastien-Joseph Muyengo Mulombe, évêque d'Uvira, dans un message adressé aux habitants. Banques, pharmacies, marchés et centres de santé ont fermé

leurs portes. Les autorités politico-administratives, ainsi qu'une grande partie de la police et de l'armée, ont fui vers le Burundi, Kalemie ou même la Tanzanie, laissant une population livrée à elle-même. Des groupes armés, parmi lesquels des militaires en déroute et des combattants non identifiés, terrorisent la ville en s'attaquant aux commerces et aux domiciles. « Nous assistons à une anarchie totale. Même les couvents et les institutions religieuses ne sont pas épargnés. Des hommes armés entrent de force, volent, frappent et parfois tuent », a dénoncé Mgr Muyengo Mulombe. Le jeudi 20 février, trois militaires ont pris d'assaut l'évêché d'Uvira, obligeant l'évêque et deux prêtres à leur remettre leurs téléphones et de l'argent. « Ce genre d'actes est inacceptable. Quand l'armée, censée protéger, devient une menace, la population n'a plus aucun recours », a déploré le prélat. Les combats entre les Fardc et les Wazalendo, censés défendre le même camp contre l'AFC/M23, ne font qu'ajouter au chaos. « L'armée nationale se divise et se tire dessus, alors que l'ennemi avance. Quel signal envoyons-nous aux populations meurtries ? », s'est interrogé un responsable local de la société civile. Face à cette insécurité, des milliers d'habitants ont pris la fuite. Ceux qui restent vivent cloîtrés, manquant de vivres, d'eau potable et d'électricité. L'évêque lance un cri d'alarme aux soldats engagés dans le conflit : « Un vrai soldat doit savoir pourquoi il se bat. Il ne doit pas se battre pour des hommes, mais pour la patrie et la protection des civils. » Il appelle également les belligérants à respecter la vie humaine et à éviter les massacres. Alors que les combats s'intensifient dans la plaine de la Ruzizi et que le M23 continue son avancée, l'évêque exhorte les autorités à privilégier le dialogue pour éviter l'effondrement total de la ville. « Nous devons trouver une issue politique et négociée. Sinon, nous risquons d'assister à un bain de sang qui pourrait marquer Uvira pour des générations », a-t-il averti. (**Actualité.CD**)

Au moins 7 morts et des maisons incendiées lors d'une attaque des miliciens Codeco à Djugu. Les assaillants, armés de machettes, ont envahi le camp Platon vers minuit, situé à environ 700 mètres du bureau de l'administration du territoire et d'une position militaire à Djugu-centre, sur la RN27. Ils se sont introduits dans des maisons et ont attaqué les occupants.

Parmi les victimes se trouvaient un agent retraité de l'administration territoriale et un autre agent responsable de l'assainissement. Deux femmes et un enfant ont également été tués. Ils ont également incendié plusieurs maisons. Cette attaque a entraîné le déplacement massif de populations. Des centaines de personnes, principalement des femmes et des enfants des villages environnants, ont fui vers des refuges à Lopa et à Iga Barrière, situés à environ 20 km du camp Platon.

La Cenco condamne la stigmatisation des Swahiliphones à Kinshasa et ailleurs. Ils se disent inquiets par le regain de violence basée sur l'expression linguistique. « La Cenco est d'autant plus indignée de voir certains 'pasteurs' ou 'gourous' exploiter les tribunes de leurs églises et autres cadres de prédication pour tenir des discours qui incitent à la stigmatisation, à la haine et à la violence contre d'autres Congolais et Congolaises en raison de leur origine, de leur langue ou de leur morphologie », indique le communiqué. Pour les prélats catholiques, cette ségrégation risque d'embraser les conflits intercommunautaires en RDC. Ils recommandent donc au Gouvernement de prendre ses responsabilités pour assurer la protection de toutes les couches de la population congolaise et garantir la cohésion sociale et le bien-vivre ensemble de toutes les races et ethnies en RD Congo.

Ituri : des associations culturelles craignent une exacerbation des tensions communautaires en raison de la présence de l'UPDF à Bunia. Les 21 communautés originaires de l'Ituri, réunies au sein de l'Union des Associations culturelles pour le Développement de l'Ituri (UNADI), expriment leur inquiétude face aux tensions communautaires provoquées par la présence de l'armée ougandaise (UPDF) à Bunia. Lors de leur assemblée générale extraordinaire tenue le 19 février 2025, les membres de l'UNADI ont pointé du doigt la communication tardive des autorités provinciales, qui laisse place à des rumeurs et alimente les tensions liées au déploiement massif des soldats ougandais à Bunia et ses environs. Malgré ces préoccupations, l'UNADI affirme faire confiance aux autorités officielles et appelle à éviter toute escalade de la violence. « Conscients des conséquences de la présence malheureuse des forces ougandaises en 2002-2003, qui avait exacerbé les tensions intercommunautaires au point de les rendre armées et difficilement maîtrisables par les mécanismes traditionnels de gestion des conflits, les 21 communautés s'engagent à contribuer activement à la recherche de la paix. Elles s'en tiennent au communiqué officiel du gouvernement provincial du 25 février 2025, qui annonce une possible extension des opérations de mutualisation des forces dans le cadre de l'opération conjointe Shujaa », peut-on lire dans leur déclaration. Par ailleurs, ces communautés redoutent une aggravation des tensions à la suite des déclarations controversées du chef d'état-major général de l'armée ougandaise, le général Muhozi. Ce dernier a affirmé, dans un message publié sur son compte X, vouloir sécuriser les populations ougandophones présumément ciblées en Ituri, une déclaration perçue comme une provocation par plusieurs acteurs locaux. (**Actualité.CD**)

Lundi 24 février.

Jean-Marc Kabund n'a pas été libéré par grâce présidentielle, précise son avocat. L'avocat de l'opposant politique Jean-Marc Kabund, président du parti Alliance pour le changement, apporte quelques précisions sur la libération

intervenue le 21 février de l'ancien premier vice-président de l'Assemblée nationale. « Dans le cadre d'un recours extraordinaire introduit par le biais d'une procédure en révision, la Cour de cassation a rendu son arrêt d'acquittement en faveur du Président Jean-Marc Kabund le 21 février. Ainsi, les infractions retenues dans le précédent arrêt de sa condamnation sont effacées et son casier judiciaire devient désormais vierge ».

Le PAM reprend partiellement la distribution des vivres aux enfants malnutris à Goma. Les équipes du Programme alimentaire mondial (PAM) distribuent des intrants nutritionnels essentiels pour le traitement de la malnutrition aiguë chez les enfants âgés de 6 à 59 mois. A ce jour, le prix de la farine de maïs a augmenté de près de 67 %, celui du sel d'environ 43 %, et celui de l'huile végétale jusqu'à 45 %, exposant ainsi les familles à une insécurité alimentaire accrue. Face à cette crise, le PAM se mobilise pour lutter contre la malnutrition dans cette région.

L'Unicef s'installe au Maniema pour tenter de résoudre les problèmes de vulnérabilité des enfants. « Aujourd'hui, après analyse et validation de notre plan de travail quinquennal qui va de 2025 à 2029, le Maniema a été ciblé comme une province où la présence physique de l'Unicef est nécessaire. Cette province présente de nombreuses vulnérabilités pour les enfants : malnutrition, absence de scolarisation et problèmes d'accès à l'eau. Ces facteurs ont motivé la décision de l'Unicef de se rapprocher de la population du Maniema », a déclaré Consolata Buhendwa.

Environ 1400 cas d'infections respiratoires aiguës enregistrés au centre de santé de Bule. La majorité des patients sont des enfants déplacés par la guerre. Le médecin directeur de cette structure, le Dr Aimé Lojunga, attribue cette morbidité alarmante aux conditions de vie difficiles de ces sinistrés qui manquent de moyens de protection contre les intempéries. Il ajoute que les cas de malnutrition, de diarrhée et de paludisme sont également élevés.

Conflit dans l'Est de la RDC : l'UE suspend ses « consultations sur les questions de défense avec le Rwanda ». L'UE appelle au retrait des forces rwandaises de la RDC et prévoit de réexaminer le protocole d'accord sur les matières premières critiques conclu avec le Rwanda. Cette annonce de l'Union européenne intensifie la pression internationale sur le Rwanda. La semaine dernière, le Conseil de sécurité de l'ONU avait accusé Kigali de soutenir le groupe rebelle M23 et exigé le retrait immédiat de ses troupes du territoire congolais. De leur côté, les États-Unis sont passés à l'action, en sanctionnant James Kabarebe, général rwandais à la retraite et actuel ministre d'Etat chargé de l'intégration régionale, ainsi que Lawrence Kanyuka, porte-parole civil du M23. La Belgique a aussi suspendu sa coopération militaire avec Kigali, pour les mêmes raisons. Dans une déclaration publiée ce mercredi 19 février, le Groupe de contact international pour la région des Grands Lacs, comprenant des représentants de l'Allemagne, de la Belgique, du Danemark, des États-Unis, de la France, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Suède, de la Suisse et de l'Union européenne, avait demandé à l'armée rwandaise (FDR) de se retirer immédiatement de la RDC.

Le Royaume-Uni augmente de 14,6 millions d'euros son soutien humanitaire à la RDC, en plus de 62 millions d'euros déjà alloués cette année financière, pour soutenir les personnes affectées par le conflit dans l'Est du pays. Cette augmentation de l'aide humanitaire permettra de fournir des services alimentaires, en eau et en santé à 480 000 personnes supplémentaires. Elle contribuera également au soutien des hôpitaux qui prennent en charge les cas de violences sexuelles.

Mardi 25 février.

Les villes de Beni et Butembo désormais prises en état entre les ADF et le M23. Déjà meurtrie par plus d'une décennie de violences, cette région se retrouve désormais prise en état entre deux menaces : le M23 au sud et les ADF au nord. Dans le territoire de Beni, les attaques des ADF ciblent régulièrement Mavivi, Mbau, Oicha, Eringeti et Kainama. Ces violences forcent souvent les habitants, principalement des agriculteurs, à fuir leurs champs, aggravant la crise alimentaire. Au sud, les cités de Kanyabayonga, Kayina, Kirumba et Kipese sont sous l'occupation du M23, dans le territoire de Lubero, qui est également touché par les attaques des ADF. Cette double pression exercée par deux rebellions plonge la région dans une insécurité grave. Des milliers de déplacés internes, vivent dans la peur, la faim et le désespoir.

Trois anciens dirigeants africains désignés facilitateurs des processus fusionnés de Luanda et Nairobi pour la paix dans l'Est de la RDC. Il s'agit de l'ancien président de la République du Kenya, Uhuru Kenyatta, le président honoraire de la République fédérale du Nigeria, Olusegun Obasanjo, et Hailemariam Desalegn Boshe, ancien Premier ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie. Les facilitateurs désignés auront notamment pour mission de superviser la mise en œuvre du cessez-le-feu entre les parties au conflit, de coordonner l'aide humanitaire et d'accompagner les discussions entre les différentes parties prenantes en vue d'une solution durable dans l'Est du pays. Depuis quelques semaines, l'armée congolaise et les rebelles du M23/AFC poursuivent les combats, notamment dans le territoire de Lubero au Nord-Kivu, malgré de multiples appels à la cessation des hostilités.

La population bloquée dans un climat d'insécurité extrême, au milieu des affrontements à Uvira, selon MSF.

Dans son communiqué publié le 24 février, le MSF rapporte que des habitants décrivent des scènes de pillages, de violence accrue, et des affrontements au sein de la ville entre les soldats de l'armée congolaise et les combattants Wazalendo. De plus, les structures médicales n'ont pas été épargnées par les tirs, ce qui a impacté la prise en charge des patients. Dès le 17 février, les hôpitaux de la région ont fait face à un afflux de blessés, recevant chaque jour une dizaine de personnes, dont des civils, dans chaque structure. « Au total, plus d'une centaine de blessés a déjà été prise en charge en quelques jours. Le chaos en ville et les tirs incessants ont fortement impacté la circulation et les mouvements de la population. Ce manque de mobilité empêche même les secours d'intervenir à temps. Les ambulances ont beaucoup de mal à circuler, et dès qu'elles peuvent, elles continuent de ramasser des corps sans vie », décrit MSF.

Est de la RDC : Judith Suminwa pour l'ouverture urgente d'un couloir humanitaire. « Alors que le besoin de ce corridor humanitaire s'impose afin d'apporter de l'aide aux populations civiles et permettre aux travailleurs humanitaires de traverser les zones occupées en toute sécurité, Judith Suminwa regrette que, dans leur stratégie, les forces rwandaises et leurs supplétifs du M23/AFC aient choisi de bloquer l'assistance humanitaire. Cette situation rend quasi impossible l'évacuation des blessés, des malades ou encore des morts. En conséquence, il y a risque d'un regain d'épidémies telles que le choléra et la Mpox dans ces zones, selon les spécialistes en santé publique. D'où l'intérêt à agir vite », indique la Première Ministre. Le Haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, dit espérer que les forces se trouvant sur le terrain vont finalement laisser les humanitaires travailler, regrettant que son organisation ait été forcée à réduire ses effectifs à cause de ce conflit armé. Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres a aussi exprimé sa crainte sur une régionalisation de la crise si rien n'est fait dans l'immédiat.

Des autorités politico-administratives du Sud-Kivu s'installent à Uvira. Le gouverneur Jean-Jacques Pulusi, son vice-gouverneur et environ 600 hommes en uniformes, dont des policiers et militaires, avaient quitté la ville de Bukavu il y a quelques jours pour se rendre au Burundi. Toutes ces personnes sont arrivées à Uvira par la frontière de Kavimvira située entre le Burundi et la RDC. C'est à partir de cette ville qu'ils vont continuer à administrer la province du Sud-Kivu, étant donné que Bukavu, la capitale, est sous occupation des rebelles.

La crise humanitaire s'aggrave à mesure que l'insécurité croît. Le Programme alimentaire mondial (PAM) s'inquiète que les personnes déplacées n'aient pas reçu d'assistance depuis des semaines. « Cela aura un impact sur leur état nutritionnel et leur santé. Il est essentiel d'apporter de la nourriture – les gens en manquent », a déclaré porte-parole du PAM en RDC. Les marchés alimentaires rencontrent des difficultés. Près de la moitié des magasins restent fermés et une récente évaluation du PAM a révélé que le prix de la farine de maïs – l'un des aliments de base de la région – a augmenté de près de 70 %. Les prix du sel et de l'huile d'arachide ont également fortement augmenté. **Problèmes de transport.** Ces tendances sont aggravées par les difficultés liés au transport de l'aide. Suite à la prise de contrôle de Goma par le M23, fin janvier, l'aéroport de la capitale du Nord-Kivu reste fermé, coupant ainsi la principale voie d'approvisionnement humanitaire dans la région. À cela s'ajoute le manque de fonds du Service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS), géré par le PAM. En 2024, l'UNHAS a effectué près de 7.000 vols, transportant 44.000 personnes vers 62 destinations dont les voies d'accès au sol étaient souvent endommagées ou bloquées. Mais sans financement supplémentaire, les services de l'UNHAS pourraient être suspendus au-delà de mars 2025, mettant en péril l'accès humanitaire vital à travers le pays. Le PAM a besoin de toute urgence de 33,1 millions de dollars pour poursuivre ses opérations. **Violences sexuelles.** Alors que les conditions se dégradent, les femmes et les filles sont confrontées à un risque accru de violences et d'exploitations sexuelles. Beaucoup sont attaquées alors qu'elles cherchent du bois de chauffage et, dans les cas extrêmes, certaines ont recours au sexe de survie juste pour nourrir leur famille. Les ménages dirigés par des femmes sont particulièrement vulnérables. « Mettre de la nourriture entre les mains des femmes et leur offrir des moyens de subsistance est essentiel pour réduire la violence envers les femmes et les filles », a affirmé la porte-parole du PAM. Le PAM prévoit de distribuer 57 tonnes de nourriture pour soutenir 11.000 enfants et femmes enceintes ou allaitantes menacés de malnutrition sévère. **Hausse de la criminalité et de l'insécurité.** De son côté, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) se dit profondément préoccupé par la montée de la criminalité et de l'insécurité et par les violations généralisées des droits de l'homme. « Dans le territoire de Lubero, au nord de Goma, les affrontements de la semaine dernière ont forcé plus de 100.000 personnes – dont environ la moitié sont des enfants – à fuir leurs foyers », a dit lundi le porte-parole du Secrétaire général. « Plusieurs établissements de santé locaux ont dû suspendre leurs activités et nos partenaires signalent des violations généralisées des droits de l'homme, notamment des viols ». A Goma, l'activité criminelle a augmenté, avec des invasions de domiciles, des enlèvements et des détournements de véhicules visant des agences humanitaires. Certains incidents ont fait des morts. Une augmentation similaire de la criminalité et de l'insécurité a été signalée au Sud-Kivu, en particulier dans la capitale de la province, Bukavu, et à Uvira, où des viols et des pillages ont également été signalés, selon les partenaires humanitaires de l'ONU. **Un travailleur humanitaire tué.** Au Nord-Kivu, un travailleur humanitaire a été touché par une balle perdue lors d'affrontements dans le territoire de Masisi, le 20 février, et est décédé des suites de ses blessures, samedi, portant à six le nombre total de travailleurs humanitaires ayant trouvé la mort dans la région depuis janvier. Toutefois, au Sud-Kivu, les autorités locales affirment que les écoles du territoire de Kalehe, à environ 65 km

au nord de Bukavu, rouvrent progressivement. Les écoles avaient fermé il y a plusieurs semaines en raison des combats, qui ont exposé les enfants et les enseignants à des violations massives des droits de l'homme. « Dans le même temps, nos partenaires signalent que les munitions non explosées demeurent un problème dans de nombreuses zones touchées par les récents combats », a dit mardi le porte-parole du Secrétaire général. La capacité de la Monusco à s'acquitter de son mandat reste considérablement limitée dans les zones contrôlées par le M23 au Nord-Kivu. Cependant, la Mission continue d'assurer la protection de milliers de personnes qui ont cherché refuge dans ses différentes bases tout en recherchant des moyens d'assurer leur transfert en toute sécurité hors de Goma. Lors d'une conférence de presse, le chef des opérations de paix de l'ONU, Jean-Pierre Lacroix, a exprimé son inquiétude face à la crise humanitaire et aux pertes en vies humaines en République démocratique du Congo. Il a souligné qu'il n'y avait pas de solution militaire à la crise et a réitéré que « la priorité est la cessation des hostilités, la mise en œuvre des décisions du processus de Luanda et la garantie de l'accès humanitaire ». M. Lacroix a également noté que si les hostilités cessent, l'ONU est prête à soutenir activement un cessez-le-feu. *Visite du Procureur de la CPI.* De son côté, le Procureur de la Cour pénale internationale (CPI), Karim Khan, effectue cette semaine une visite en République démocratique du Congo; l'occasion pour lui de réaffirmer l'engagement de son Bureau à enquêter sur les crimes commis dans l'Est du pays, a indiqué la CPI. M. Khan a rencontré des victimes pour discuter du rôle des communautés affectées dans la poursuite de la justice. Le Bureau du Procureur réclame des informations sur les crimes présumés. Le Procureur a également rencontré la cheffe de la Monusco, Bintou Keita, et doit rencontrer des représentants du gouvernement et des partenaires de la société civile. (**ONU Info**)

Nord-Kivu : 34 établissements sanitaires touchés par des affrontements entre FARDC et M23. Selon l'organisation médicale Médecins Sans Frontières, les six principaux hôpitaux de Goma, soutenus par des partenaires humanitaires, restent encore débordés face à l'afflux de blessés. Au 14 février, 3 082 blessés ont été admis dans diverses structures de santé et 842 décès ont été enregistrés dans les zones de santé de Goma, Karisimbi et Nyiragongo. Ces structures médicales redoutent désormais une rupture imminente de stocks de médicaments. Le ministère de la santé en collaboration avec le Centre National de transfusion Sanguine (CNTS) a annoncé la finalisation du colisage de 1.200 poches de sang sur les 5.000 attendues, destinées à soutenir les blessés de conflits armés à Goma, Bukavu et Uvira. Les organisations des nations unies ont révélé que les combats dans l'est de la RDC ont fait plus de 400.000 déplacés depuis le début de l'année.

Enquête sur les crimes commis dans l'Est de la RDC : la CPI assurée du soutien de la justice congolaise. Le Procureur de la Cour pénale internationale (CPI) qui réaffirme l'engagement de son bureau à enquêter sur les crimes commis dans l'Est de la RDC, est arrivé à Kinshasa le 24 février et a été reçu le 25 février par le Président du Conseil supérieur de la magistrature. Selon le Procureur, il s'agit d'une étape-clé dans la quête de la justice pour les victimes des récentes atrocités. Le président du Conseil supérieur de la magistrature lui a fait part de la disponibilité du pouvoir judiciaire congolais pour l'accompagner dans sa noble mission, celle de rendre justice aux victimes de graves violations des droits de l'homme dans la partie est de la RDC.

Mercredi 26 février.

Guerre dans l'Est : le Royaume-Uni suspend son aide financière au Rwanda, jusqu'à ce que des progrès significatifs soient réalisés sur le terrain des hostilités dans l'Est de la RDC. Parmi ces décisions, Londres entend également limiter ses activités de promotion commerciale avec le Rwanda. Le communiqué fait également état de la cessation de sa participation de haut niveau aux événements organisés par le Gouvernement du Rwanda. Londres juge inacceptable que Kigali cherche à résoudre ses problèmes militairement. Cependant, il préconise une solution politique au conflit entre la RDC et le Rwanda, et encourage le Gouvernement congolais à s'engager avec le M23 dans le cadre d'un dialogue inclusif.

Au moins 70 personnes tuées par les ADF en 2 mois à Irumu, dans la chefferie de Walese Vonkutu. La majorité des victimes sont des agriculteurs qui sont récemment retournés dans leurs villages d'origine. Ce document met également en lumière l'incendie de dizaines de maisons et les pillages systématiques des biens de la population. Cette situation accroît la vulnérabilité de la population, qui peine déjà à mener ses activités agricoles. Les rebelles ADF ont intensifié leurs attaques dans des localités qui hébergent de nombreux retournés de guerre.

Plus de 900 bêtes emportées de présumés rebelles des ADF dans le secteur de Bapere. Il s'agit notamment de 81 vaches, 632 chèvres, 105 moutons, ainsi que plus de cent poules, appartenant à plusieurs fermiers de la région. Les faits remontent au 8 février. Ce jour-là, des hommes armés assimilés aux rebelles des ADF ont fait irruption dans les localités de Kitevya, Fungulamacho, Masaki et Maeba, s'emparant du bétail. « Ce vol a de graves conséquences sur le plan économique, car enlever autant d'animaux dans une ferme qui regroupe plusieurs fermiers est très significatif ». Depuis juin de l'année dernière, plus de 1000 civils ont été tués dans le secteur de Bapere par les ADF.

Est de la RDC : les signalements de violations graves contre les enfants ont triplé en un mois. Au cours de cette période, les données révèlent que les cas de violence sexuelle ont augmenté de plus de deux fois et demie, les enlèvements ont été multipliés par six, les meurtres et les mutilations ont été multipliés par sept et les attaques contre les écoles et les hôpitaux ont été multipliées par 12. « Nous appelons de toute urgence toutes les parties au conflit à mettre immédiatement un terme à ces violations graves et effroyables contre les enfants », a déclaré le Représentant par intérim de l'Unicef en RDC. « Le conflit déchire les familles, entraîne une insécurité généralisée et compromet rapidement les progrès réalisés au cours des dernières années. Les enfants vulnérables, y compris ceux qui vivent dans la rue, nous disent qu'ils ont peur pour leur vie ». Lors d'une offensive éclair ces dernières semaines dans l'est de la RDC, le groupe armé M23 et ses alliés rwandais ont pris le contrôle de Goma et Bukavu, les chefs-lieux des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Les combats ont fait des milliers de morts, selon l'ONU, qui craint un embrasement dans cette région en proie aux conflits depuis plus de trente ans. (**ONU Info**)

Radio Okapi : 23 ans de lutte contre les informations partisanes et de contribution à la pacification du pays (analyste). Papy Kasereka, analyste politique dans la région de Beni, souligne « ce qui distingue Radio Okapi par rapport à d'autres radios, c'est cette neutralité dans le traitement des informations. Lorsque Radio Okapi est arrivée, on avait souvent des radios d'individus. Donc, des informations traitées soit par des journalistes pro-Kabila, soit par des journalistes pro-Bemba, les deux grands chefs politiques de l'époque. Pour avoir une version plus nette, plus nuancée et plus équilibrée des informations, il fallait suivre une autre radio. Radio Okapi a travaillé dans le cadre de relèvement de ce défi. Nous savons qu'elle a joué un rôle crucial dans la construction de la paix dans notre pays, grâce à sa manière de travailler, au professionnalisme de ses journalistes dans le traitement, l'analyse et le partage d'informations fiables et corroborées. C'est un travail que je voudrais saluer à l'occasion de ce vingt-troisième anniversaire de Radio Okapi ».

La Cenco proteste contre la confiscation momentanée du passeport de Mgr Donatien Nshole. La Cenco a tenu à souligner que ce « genre de provocation ne favorise pas la recherche pacifique de la paix et de la cohésion nationale ». Elle a également réaffirmé son engagement et sa détermination à continuer l'initiative du Pacte social pour la paix et le bien vivre ensemble dans la région des Grands lacs aux cotés de l'Eglise du Christ au Congo (ECC). La Cenco a par ailleurs espéré que ce genre d'incident ne se reproduira plus. Mgr Donatien Nshole en compagnie du président de la Cenco, Mgr Fukgence Muteba, revenait de Dar-es-Salaam (Tanzanie), où s'est tenue la réunion de la Conférence épiscopale d'Afrique Centrale (ACEAC) sur la recherche de la paix en RDC et dans les Grands lacs.

Jeudi 27 février.

Plus de 30 000 ménages de déplacés sont sans assistance depuis 4 ans à Komanda, à 75 km de Bunia. Il s'agit de personnes qui ont fui les exactions des rebelles des ADF et d'autres groupes armés locaux dans la chefferie de Walese Vonkutu et le territoire de Mambasa, mais aussi dans la province voisine du Nord-Kivu. Ces personnes vivent dans des conditions difficiles, sans assistance humanitaire, et n'ont plus accès à leurs champs. Elles ont été contraintes d'abandonner leurs villages à la suite des menaces permanentes des ADF et de leurs supplétifs, mais aussi des groupes armés locaux qui terrorisent la population. Certaines sont venues des localités de Bahaha, Mungamba ou Lolwa ; d'autres des entités de la chefferie de Walese Vonkutu, considérée aujourd'hui comme l'épicentre des exactions des rebelles. Selon le président de la société civile locale, toutes ces familles, qui dépendent des activités champêtres, vivent dans une précarité extrême à Komanda centre, où elles ne peuvent plus aller aux champs au-delà d'un rayon de 2 km de la route principale. À la suite des dialogues communautaires initiés par le gouvernement provincial, avec l'appui de la Monusco, mais aussi des opérations militaires, plusieurs personnes sont déjà retournées à Boga, Tchabi et Walese Vonkutu. Des zones où, malheureusement, les ONG humanitaires restent absentes.

Guerre de l'Est : la CPI affirme poursuivre les enquêtes pour établir les responsabilités. Pour le procureur de la Cour pénale internationale (CPI), Karim Khan les souffrances auxquelles les populations de la partie orientale du pays sont soumises en cette période sont inacceptables. Alors que les hostilités se poursuivent, le procureur de la CPI appelle tous les groupes armés et leurs alliés à se soumettre au cessez-le-feu demandé par le Conseil de sécurité des Nations Unies. Selon lui, il s'agit d'une étape-clé dans la quête de la justice pour les victimes des récentes atrocités.

2594 écoles sont fermées et plus d'un million d'enfants affectés à la suite de la crise au Nord et Sud Kivu. « La crise actuelle a entraîné la fermeture de 2594 écoles dont 1483 au Nord-Kivu et 1111 au Sud-Kivu, affectant 1 108 962 enfants », rapporte un communiqué du ministère de l'Éducation nationale et Nouvelle citoyenneté publié mercredi 26 février. De nombreuses écoles ont été bombardées, détruites ou transformées en bases militaires par les groupes armés. « La présence d'engins explosifs dans certaines écoles compromet gravement la sécurité des enfants et des enseignants. Dans une tragédie sans précédent, une école a été transformée en cimetière illustrant l'horreur et le désespoir qui frappent le secteur de l'éducation dans les zones de conflit », indique le communiqué. L'insécurité grandissante à Goma entrave l'éducation. Le ministère relève le fait que la ville est marquée par une forte psychose qui impacte directement les élèves et les établissements scolaires. « Des cas de recrutement forcé des élèves par les M23 et l'armée rwandaise

ont été documentés. Les élèves et leurs familles vivent une insécurité continue qui rend difficile toute reprise normale des activités scolaires»

Reprise des cours timide dans la ville de Bukavu occupée par les M23. De grandes écoles de la ville ont repris les cours depuis lundi dernier, mais les élèves ne sont pas nombreux à répondre à l'appel. Certains parents ont choisi d'envoyer leurs enfants à l'école parce que certaines écoles sont jugées sûres. D'autres parents préfèrent garder leurs enfants à la maison tant que la sécurité ne sera pas totalement rétablie. Les autorités de la province éducationnelle Sud-Kivu 1 invitent les enseignants, les parents et les gestionnaires d'écoles à reprendre les activités scolaires.

Goma : des responsables d'école plaident pour l'interdiction aux hommes armés d'accéder dans les écoles. Ils l'ont exprimé à la suite de la panique observée le 26 février dans les écoles de Goma. Des rebelles du M23 effectuaient des fouilles dans les écoles à la recherche d'équipements militaires qui auraient pu y être abandonnés. Parallèlement, des rumeurs circulaient sur des recrutements forcés de jeunes, ce qui a poussé de nombreuses écoles à libérer les enfants. Ce jeudi matin, les écoles ont enregistré une faible présence des élèves. Des responsables de l'EPST ainsi que des directeurs d'écoles publiques et privées ont été convoqués ce jeudi avant midi pour participer à une réunion au cabinet du gouverneur, nommé par la rébellion. Dans l'après-midi, l'Association nationale des écoles privées agréées, section du Nord-Kivu, a également convoqué tous les promoteurs et gestionnaires des écoles privées à une rencontre similaire. L'objectif de ces cadres de concertation est de trouver des solutions pour protéger les élèves et leur permettre de terminer l'année scolaire.

Lubero : des soldats font irruption à la paroisse catholique « Regina Caeli » de Lukanga. Selon le curé de la paroisse, des soldats des Fardc ont tiré plusieurs coups de feu, menacé les prêtres de mort et exigé une somme de 5 millions FC, faute de quoi ils allaient les tuer. Les prêtres ont eu la vie sauve grâce à l'intervention des Wazalendo cantonnés non loin de la paroisse, mais aussi des autorités militaires locales.

Guerre de l'Est : le vice-ministre de la Justice exhorte les ONG à dénoncer les auteurs des exactions, afin que les auteurs de diverses exactions répondent de leurs actes devant les instances judiciaires. Il a demandé aux ONG d'aider les victimes à faire parvenir aux juridictions, devant lesquelles les actions sont ouvertes, les preuves des exactions du Rwanda sur le territoire congolais. Il leur a aussi demandé de ne pas négliger la dénonciation.

Explosion durant le rassemblement du M23 ce jeudi à Bukavu. Un rassemblement populaire organisé par le M23-AFC ce jeudi 27 février à la place de l'Indépendance à Bukavu (Sud-Kivu) a tourné au drame. Un engin explosif lancé dans la foule aurait causé plusieurs morts et des blessés, selon des témoins. Le bilan exact n'est pas encore connu. Le rassemblement était tenu par des membres du directoire de l'Alliance Fleuve Congo (AFC) dont Corneille Nangaa et Bertrand Bisimwa, rapportent d'autres sources. La population venue les écouter s'est dispersée après cette explosion. L'insécurité est montée d'intensité ces derniers temps dans la majeure partie de la ville de Bukavu. Des bandits munis d'armes à feu volent et tuent la population civile pendant la nuit. Dans certains quartiers la population exaspérée recourt à la vindicte populaire.

RDC : 2,54 milliards USD pour la réponse humanitaire en 2025 (OCHA). Cette enveloppe va permettre d'assister 11 millions de personnes, dont 7,8 millions de déplacés internes, parmi les 21,2 millions de Congolais affectés par des crises multiples. Cette année, la réponse humanitaire vise à satisfaire les besoins les plus urgents. Le plan prévoit, par exemple, de prendre en charge 1,5 million d'enfants souffrant de malnutrition aiguë, de garantir l'accès à l'eau potable pour 5 millions de personnes, et de lutter contre des épidémies telles que le choléra, la rougeole et le Mpox. Cependant, « tous les signaux d'alerte sont au rouge », avertit Bruno Lemarquis, Coordonnateur humanitaire en RDC. Dans un contexte marqué par des violences extrêmes, la protection des civils et des plus vulnérables, tels que les femmes et les enfants, restera une priorité absolue dans toutes les interventions. Parallèlement, le plan soutiendra le retour des familles déplacées, la relance des moyens de subsistance, et la préparation aux chocs climatiques, précise le communiqué de Ocha.

Sud-Kivu : retour de plus de 20 000 déplacés de Kalehe et Kabare chez eux. Des sources sur place rapportent que ces familles ont levé cette option à la suite des conditions difficiles à Idjwi où ils viennent de passer deux semaines sans assistance. Il s'agit d'un retour progressif et volontaire des déplacés, au moyen des embarcations motorisées.

Plus de 40 tonnes de semence de blé détruites à la suite des guerres en un mois à Lubero. Cette destruction constitue une perte énorme pour les agriculteurs de cette filière, qui était dans sa phase de relance expérimentale dans cette région, en proie à l'activisme des rebelles pro-rwandais. D'autres cultures en phase de récolte sur une dizaine d'hectares ont été également détruites pendant que ces champs agricoles ont été transformés en champ de bataille.

Vendredi 28 février.

Crise dans l'Est de la RDC : la SADC et l'EAC se réunissent ce vendredi à Harare. Une réunion ministérielle conjointe de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) et de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) doit se tenir ce vendredi 28 février à Harare, au Zimbabwe, sur la crise dans l'Est de la RDC. Les participants vont finaliser un plan de sortie de crise visant à fusionner les processus de paix de Nairobi et de Luanda, afin de mettre fin au conflit qui déchire l'Est de la RDC. Cette rencontre fait suite à celle des chefs d'état-major de l'EAC et de la SADC, tenue le 24 février dernier à Nairobi. Les responsables militaires des deux organisations régionales avaient travaillé sur un plan de sortie de crise, dont les grandes lignes n'avaient pas été rendues publiques. Selon une source proche du ministère des Affaires étrangères, ce plan recommande un cessez-le-feu et le déploiement d'une force hybride EAC-SADC dans les zones occupées par le M23. Cette zone bénéficierait alors d'un « statut spécial », poursuit la même source.

Des activistes des droits humains appellent le Gouvernement à appuyer les jeunes qui ont rendu les armes en Ituri. Des activistes des droits humains et membres du comité de suivi de l'accord Lese-Nande, qui militent pour la cohabitation pacifique dans le sud du territoire d'Irumu, demandent au gouvernement et à ses partenaires d'appuyer les jeunes issus des groupes armés et qui ont choisi d'adhérer au processus de paix et de cesser les violences. Dans une déclaration ils affirment que cet appui permettra d'occuper ces jeunes et de faciliter leur réinsertion sociale, afin qu'ils ne puissent pas rejoindre leurs anciens groupes armés. Cela contribuera également au développement de leurs entités respectives.

Deux explosions à Bukavu lors d'un meeting de l'AFC/M23, Bilan. Au moins onze personnes ont été tuées et 71 blessées. C'est un bilan provisoire. La nature des explosions reste inconnue à ce stade. Bukavu, chef-lieu du Sud-Kivu, est sous le contrôle de l'AFC/M23, mouvement politico-militaire soutenu par le Rwanda, depuis le 14 février.

RDC: 70 corps sans vie des présumées victimes des ADF n'ont jamais été découverts dans une église au Nord-Kivu. Mi-février dernier, des médias congolais, ont rapporté la découverte de plus de 70 corps dans une église protestante de la CBCA (Communauté Baptiste au Centre de l'Afrique) à Kasanga, un village du secteur des Bapere (Nord-Kivu). Nos sources évoquaient, que ces corps présentés comme ceux des personnes tuées par des ADF avaient été découverts dans ce village proche de Mayba, dans une zone située à cheval entre la chefferie des Baswagha et le secteur des Bapere. Actualité.cd a revérifié cette information qui se révèle fausse. Car aucun corps sans vie n'a été découvert ni dans l'église de la CBCA Mayba (Baswagha), ni dans celle de Kasanga (Bapere) que les autorités de l'église, de la police et de l'armée ont visité entre le 15 et 24 février 2025.

Les agents du ministère de la Santé ont déjà inhumé 8500 corps depuis l'occupation de Goma par les M23 et plus des 30 corps se trouvent encore dans les morgues. Le ministre de la Santé Publique a livré ces chiffres au cours du briefing de presse, coanimé le 27 février, avec son collègue de la Communication et Médias. Au jeudi 27 février, son ministère a enregistré 5587 blessés de guerre dans la ville de Goma. Le ministre de la Santé a aussi lancé une alerte concernant une rupture éventuelle de stock des poches de sang. « La situation est vraiment dramatique dans nos structures de soins ».

Est de la RDC : 85 % de ménages retournés recourent déjà à des stratégies de survie extrêmes et font face à une insécurité alimentaire alarmante. Le Cluster Sécurité Alimentaire en RDC a publié son premier rapport de situation, mettant en lumière l'extrême vulnérabilité des retournés, au nombre de plus de 80 000, qui font face à une absence totale de réserves alimentaires et de moyens de subsistance. Selon l'évaluation rapide multisectorielle (ERM) menée du 10 au 14 février 2025 dans les aires de santé de Kasizi, Kingaramé et Buhumba (territoire de Nyiragongo), 73 % des retournés n'ont aucune réserve alimentaire et 23 % n'en possèdent que pour une à deux semaines. En conséquence, 70 % des ménages retournés présentent un score de consommation alimentaire pauvre, et 85 % ont déjà recours à des stratégies de survie extrêmes, telles que sauter des repas ou passer des journées entières sans manger. L'acheminement de l'aide humanitaire dans les provinces du Nord et Sud-Kivu est fortement compromis par la fermeture de l'aéroport de Goma, ainsi que par des retards douaniers et des restrictions de visas pour le personnel humanitaire. L'accès par la route à Goma et Bukavu est actuellement impossible en raison des combats qui s'étendent vers le Sud-Kivu, compliquant davantage l'intervention des organisations humanitaires. D'après l'analyse de l'IPC (Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire) de 2024, 25,6 millions de personnes étaient déjà en insécurité alimentaire aiguë, dont 3,1 millions en phase d'urgence (Phase 4 de l'IPC). Avec l'aggravation du conflit et l'intensification des déplacements massifs, cette situation ne cesse d'empirer. En janvier 2025, les sites de déplacés autour de Goma accueillaient plus de 700 000 personnes, mais les affrontements dans les territoires de Goma, Nyiragongo et Masisi ont poussé des milliers de familles à fuir plus au sud. Après la prise de Bukavu trois semaines après l'offensive sur Goma, une nouvelle vague de déplacements a été enregistrée vers Uvira, Tanganyika et le Burundi, qui a déclaré avoir accueilli plus de 42 000 demandeurs d'asile en deux semaines. Ces déplacements demeurent instables, alors que les combats progressent vers Uvira et les hauts plateaux. De nombreux sites de déplacés ont été démantelés ou détruits, privant les familles de

services essentiels. Les infrastructures sanitaires et d'approvisionnement en eau ont été gravement endommagées, compromettant la survie des personnes vulnérables. Une étude menée par Caritas du 3 au 10 février 2025 à Bukavu a révélé que la plupart des ménages déplacés en provenance de Kalehe et Goma ont dû adopter des stratégies de survie extrêmes, tandis que les familles d'accueil voient leurs ressources épuisées par l'afflux de réfugiés. D'après l'évaluation réalisée entre le 4 et le 7 février 2025, 71 % des personnes déplacées souffrent d'une consommation alimentaire insuffisante, un chiffre en hausse spectaculaire par rapport à décembre 2024 (13 %). Plus de 80 % d'entre elles ont perdu leurs stocks de nourriture et leurs actifs productifs, les condamnant à la mendicité. Pour les enfants, cette situation entraîne un risque accru de protection, car beaucoup errent sans surveillance et ne rentrent pas pendant des jours. (Actualité.CD)

L'AFD a mobilisé en 4 ans 558 millions d'euros dans les projets de développement en RDC. La coordination de l'Agence française de développement et l'ambassadeur français accrédité en RDC ont affirmé que ces fonds ont permis l'exécution de divers projets notamment dans le secteur de la sécurité alimentaire dans quatre provinces voisines de Kinshasa, l'électrification urbaine à Kabinda dans la province de Lomami, l'éducation avec la formation professionnelle et l'enseignement supérieur. Le secteur de la santé a aussi bénéficié d'un apport substantiel.

Dans le Nord-Kivu, le chef du maintien de la paix défend l'intégrité territoriale de la RDC. Beni est devenue provisoirement la capitale provinciale du Nord-Kivu après que le M23 s'est emparé de la ville de Goma il y a plusieurs semaines. Au cours de sa visite à Beni, M. Lacroix, le chef des opérations de paix de l'ONU a rencontré les autorités provinciales, le nouveau commandant de la force de maintien de la paix de l'ONU ainsi que les Casques bleus de la Monusco déployés dans la région – tout cela pour évaluer les derniers développements dans la région. *Mettre en œuvre la résolution 2773 du Conseil de sécurité.* « M. Lacroix a été informé de la situation sécuritaire dans les zones où la Brigade d'intervention de la force de la mission de maintien de la paix a établi des bases, notamment à Kanyabayonga, Eriyeti, Oicha et Mayimoya. Il a réitéré l'urgence de mettre en œuvre rapidement la résolution 2773, qui souligne la nécessité de respecter l'intégrité territoriale de la RDC et appelle à la fin de l'offensive du M23 au Nord-Kivu et au Sud-Kivu ». La visite de Jean-Pierre Lacroix au Nord-Kivu intervient après des rencontres jeudi dans la capitale congolaise Kinshasa avec des responsables gouvernementaux, dont le Président Etienne Tshisekedi et la Première ministre Judith Suminwa. Samedi, le chef des opérations de paix se rendra à Entebbe, en Ouganda, pour rencontrer ses collègues des forces de maintien de la paix qui ont été transférés de Goma le mois dernier. **Attaques du groupe armé ADF.** De leur côté, les agences humanitaires ont signalé une escalade meurtrière des attaques du groupe armé des Forces démocratiques alliées (ADF) qui a eu lieu ces derniers jours. Les attaques des ADF ont tué au moins 23 civils dans plusieurs villages de la province de l'Ituri, dans l'est de la RDC, en début de semaine. Des dizaines d'autres personnes ont été enlevées lors de ces raids, tandis que d'autres villageois ont fui vers les zones voisines pour se mettre en sécurité. Des attaques des ADF ont également été signalées dans le territoire de Beni, dans la province du Nord-Kivu, le 26 février, tuant 17 civils. « En ce qui concerne le Sud-Kivu, l'insécurité reste une préoccupation majeure, notamment dans la capitale provinciale, Bukavu, où des sources médicales locales ont signalé que des explosions survenues hier lors d'un rassemblement du M23 ont tué au moins 11 personnes et en ont blessé des dizaines d'autres dans le centre-ville », a dit le porte-parole du Secrétaire général. Les autorités locales du Sud-Kivu estiment que plus de 125.000 personnes ont été déplacées depuis début février en raison des affrontements dans le sud-est de Bukavu. **Plus de 60.000 réfugiés congolais au Burundi.** Pour sa part, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a indiqué que le nombre de civils congolais fuyant le conflit continue d'augmenter. Le HCR et ses partenaires intensifient leur assistance, installent des tentes, distribuent de la nourriture et de l'eau aux nouveaux arrivants. Des articles de secours tels que du matériel de couchage, des seaux et du savon sont également distribués. (ONU Info)

La délégation CENCO-ECC échange avec Denis Sassou sur la résolution pacifique du conflit en RDC, dans le cadre du pacte social pour la paix et le bien vivre-ensemble en RDC. « Cette rencontre a tourné autour de l'accompagnement et de l'implication personnelle du Président Sassou dans l'exécution de l'initiative du pacte social pour la paix et le vivre ensemble ». La délégation des religieux protestants et catholiques était conduite par le Révérend pasteur André-Gédéon Bokundoa-Bo-Likabe, président national de l'ECC et Mgr Fulgence Muteba, président de la Cenco.

